

(N° 86)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1925.

Projet de loi relatif à la rétribution de certaines catégories d'agents de l'État, à la revision des règlements organiques, à la liquidation des pensions et au prélèvement des retenues au profit des institutions de prévoyance ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. COCQ.

MESSIEURS,

Le « projet de loi relatif à la rétribution de certaines catégories d'agents de l'État... », sur lequel nous avons l'honneur de vous faire rapport, au nom de la Section centrale, a été déposé sur le bureau de la Chambre en séance du 26 novembre 1924.

Les sections, convoquées sans retard, l'ont examiné dans leurs séances du 3 décembre et l'ont approuvé dans ses grandes lignes ⁽³⁾.

La Section centrale, réunie bientôt après, a consacré de nombreuses séances à sa discussion et y a apporté une série d'amendements qui lui ont paru s'imposer et auxquels elle espère voir se rallier le Gouvernement.

C'est le résumé de ses délibérations et les conclusions de ses études que nous avons essayé de condenser dans les pages qui vont suivre.

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 14.

⁽²⁾ La *Section Centrale* était composée de MM. Pirmez, président, Pécher, Berloz, Cocq, Poncelet, Melckmans et Troclet.

⁽³⁾ Une proposition de loi spéciale, relative aux traitements des instituteurs, ayant pour auteur M. Melckmans, fut également examinée par les sections et rejetée par quatre de celles-ci. Ce projet est renvoyé à une autre section centrale composée de MM. Pirmez, De Bruyne, Heyman, Marck, Melckmans, Pussemier et Troclet.

I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La rétribution des services des agents, dont les traitements sont mis à charge de l'État par notre législation, a fait l'objet de nombreuses mesures depuis la fin de la guerre.

Les relèvements des appointements, indemnités et salaires, décrétés, selon les cas, soit par la loi, soit par arrêté royal, soit par simple arrêté ministériel, ont été réalisés à titre provisoire et de façon assez empirique.

Depuis longtemps d'ailleurs, et avant la guerre, il a été constaté que des mesures isolées ou prises sans vues d'ensemble, ont introduit dans les rémunérations du personnel de l'État un certain déséquilibre, ainsi que le fait observer l'Exposé des motifs de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1924, contenant les nouveaux barèmes des Départements ministériels (*Moniteur* du 25 décembre 1924).

En présence de la persistance de la cherté de la vie, le Gouvernement a reconnu que de nouvelles mesures s'imposaient pour soulager la détresse de ses agents, qui ont supporté, dans ces dernières années, avec une patience, un calme et une dignité admirables, les vicissitudes d'une existence matérielle difficile et parfois douloureuse pour eux et leurs familles.

En même temps, il a pensé qu'il fallait tâcher d'établir une justice distributive plus réelle entre les diverses catégories d'agents dont les traitements sont à charge du Trésor public, suivant l'importance sociale de leurs fonctions, les études auxquelles ils ont dû se livrer pour se préparer à les remplir, les épreuves qu'ils ont dû subir pour y être appelés, la nature et le nombre des prestations qu'ils ont à fournir.

C'est ainsi qu'il a été amené à instituer, par l'arrêté royal du 18 février 1924, une Commission pour l'étude de la péréquation des traitements de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, en décidant que les dispositions nouvelles qui seraient prises sortiraient en toute hypothèse leurs effets au 1^{er} juillet 1924.

La Commission de la péréquation se livra à une étude consciencieuse et ardue qui dura de longs mois.

C'est de ses travaux que sortirent les propositions que le Gouvernement, après y avoir apporté certaines modifications et réductions, inséra : 1^o dans l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1924, relatif aux rétributions des agents des divers Départements ministériels dont les traitements ne doivent pas être fixés par une loi, et 2^o dans le projet qui fait l'objet du présent rapport et relatif aux traitements qui doivent nécessairement être fixés par une loi (magistrature, clergé, instituteurs, etc.).

Tous ces traitements comprennent :

1° Une partie fixe avec détermination d'un minimum, d'un maximum et d'augmentations périodiques;

2° Une partie mobile, variant de 300 à 1,000 francs, suivant l'importance du traitement fixe et suivant la hauteur de l'index-number, les taux fixés étant acquis à partir de l'indice 301 autant de fois que l'excédent contient de tranches de 30 points;

3° Une indemnité de famille s'élevant, pour tout enfant mineur à charge des parents, à 30 francs pour chacun des deux premiers enfants, 40 francs pour le troisième et 50 francs pour chacun des suivants;

4° Une indemnité de naissance de 250 francs par enfant;

5° Une indemnité de résidence pour les agents mariés, ou les veufs divorcés ou séparés judiciairement, avec enfants mineurs à leur charge, habitant certaines agglomérations importantes.

Outre ces indemnités allouées, par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1924, à tous les agents de l'ordre administratif et que le projet de loi, soumis aux délibérations de la Chambre, accorde également aux bénéficiaires de celui-ci, il convient de mentionner une indemnité spéciale de logement allouée aux seuls instituteurs et variant de 200 à 500 francs, suivant l'importance des communes, avec doublement du taux pour les mariés, les veufs avec enfants mineurs à leur charge et les chefs d'école.

Votre Section centrale a pris connaissance de tous ces éléments et, tout en rendant hommage à la pensée d'équité qui a inspiré le Gouvernement, ainsi qu'au travail consciencieux de la Commission de péréquation, elle n'a pu se résoudre à entériner sans modifications les propositions sur lesquelles elle a eu à délibérer.

Certains de ses membres ont même formulé, au cours de la discussion générale, des réserves de principe sur la possibilité d'arriver à un système de péréquation vraiment juste, respectant strictement les droits de chacun et fixant, pour les catégories diverses de fonctionnaires, des rétributions correspondant exactement à la nature et à l'importance de leurs services. Rien de plus difficile que de déterminer des règles précises en une matière aussi délicate.

D'autres observations d'ordre général ont encore été présentées. Un membre a critiqué le principe de l'indemnité de résidence, en faisant remarquer que si le logement est plus coûteux dans les grandes agglomérations, les autres dépenses sont souvent moins élevées qu'en province. La charge de l'éducation des enfants est notamment plus onéreuse pour les fonctionnaires habitant les grandes villes que pour ceux qui résident à la campagne où manquent les établissements d'instruction nécessaires.

Un autre membre a fait observer que la fixation des grandes agglomérations devait faire l'objet d'une revision par le Gouvernement. Certaines communes ont été oubliées. Il a demandé spécialement que l'agglomération anversoise comprenne non seulement Berchem et Borgerhout, mais également Merxem, Deurne, Hoboken, Wilrijk et Vieux-Dieu.

Quant aux amendements apportés au projet du Gouvernement par votre Section

centrale, ils ne nous paraissent pas, en tout cas, avoir rompu l'équilibre, péniblement établi par la Commission de péréquation, et devoir entraîner un remaniement considérable des barèmes fixés par l'arrêté royal du 1^{er} décembre. Certains rajustements de détail nous semblent devoir en être la seule conséquence.

Quant aux résultats financiers de ces modifications, ils peuvent être estimés à première vue assez onéreux. Mais elles nous semblent devoir s'imposer, malgré tout, si l'on veut faire œuvre de justice.

Nous les soumettons avec confiance à la bienveillante sollicitude de la Chambre.

II

EXAMEN DU PROJET

TITRE DU PROJET

La première remarque qui s'impose est relative au libellé du titre du projet.

Celui-ci est intitulé : « *Projet de loi relatif à la rétribution de certaines catégories d'agents de l'État, etc...* »

Cette dénomination appliquée notamment aux membres du clergé catholique, aux députés permanents, aux instituteurs communaux ou libres, est tout-à-fait erronée.

Il y a donc lieu de modifier la première partie du titre critiqué et de dire : « *Projet relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du conseil des mines, du clergé catholique, des députations permanentes provinciales et du personnel enseignant des écoles primaires, etc.* » (le reste comme au projet).

Cette nouvelle rédaction nous paraît avoir le mérite de la clarté, de la précision et de l'exactitude. Nous proposons à la Chambre de l'adopter.

CHAPITRE PREMIER.

Le chapitre I^{er} est intitulé « Dispositions préliminaires ». Il définit les bases des traitements alloués par la loi nouvelle et se composant d'une partie fixe et d'une partie mobile.

Pour la partie fixe l'article 1^{er} renvoie aux articles 3, 9, 11, 13 et 14 qui en déterminent les taux pour les diverses catégories d'intéressés. Dans cette énumération une omission s'est glissée ; il faut y ajouter l'article 5 relatif aux augmentations périodiques des traitements des magistrats.

Quant à la partie mobile elle est définie aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article 1^{er}, et les modalités de son application sont précisées à l'article 2. Le montant en est variable selon l'importance du traitement et elle n'est acquise que lorsque l'index-number dépasse 300. A partir du chiffre 301 les taux différentiels, variant de 300 à 1,000 francs suivant le montant du traitement, sont acquis autant de fois que l'excédent contient de tranches indivisibles de 30 points.

Ces dispositions *générales* (le mot eût peut-être mieux convenu que *prélimi-*

naires) sont applicables à tous les intéressés dont s'occupe la loi. Votre Section centrale les a unanimement approuvées. Elle vous propose donc d'adopter les articles 1 et 2 sans modification.

CHAPITRE II.

Le chapitre II (art. 3, 5, 6, 7 et 8) contient les dispositions relatives aux traitements et indemnités des membres de l'ordre judiciaire.

Les traitements des membres de l'ordre judiciaire ont fait l'objet d'une série de lois dont l'énumération suit : loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire, accompagnée d'un tableau général des traitements; loi du 15 avril 1878 relative aux juges d'instruction; loi du 25 novembre 1889, relative aux juges de paix et greffiers; loi du 5 juin 1870 concernant le tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles; loi du 15 juin 1899 concernant la juridiction militaire; loi du 21 juillet 1899 portant augmentation des traitements de la magistrature; loi du 5 décembre 1903 revisant les traitements des juges de paix et greffiers; loi du 11 mai 1910 concernant les référendaires et greffiers des tribunaux de commerce; loi du 12 août 1911 concernant le personnel de certains tribunaux de 1^{re} instance; loi du 15 mai 1912 concernant la protection de l'enfance et les juges des enfants; loi du 15 novembre 1918 portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire et loi du 31 juillet 1920 revisant la précédente.

Il nous paraît intéressant de placer sous les yeux de la Chambre le tableau des traitements annexé à la loi du 18 juin 1869 et celui qui figure dans la loi du 15 novembre 1918 votée d'urgence au lendemain de l'armistice. Elle sera frappée de l'insignifiante amélioration qui fut apportée, à ce moment, à la situation de nos magistrats et de leurs collaborateurs des greffes et elle s'étonnera qu'il ait fallu si longtemps pour augmenter la rétribution des services si importants rendus au pays par la magistrature d'élite dont la Belgique s'honore. Pendant près d'un demi-siècle les membres de l'ordre judiciaire supportèrent avec dignité cette situation, devenue précaire à la longue, sans élever une plainte et sans jamais marchander leur dévouement à la grande œuvre de l'administration de la justice. La comparaison de ces deux tableaux, dont l'un porte le millésime 1869 et l'autre le millésime 1918, est vraiment édifiante.

Nous nous bornerons aux traitements des juridictions civiles, pour ne pas allonger inutilement cette partie de notre rapport, et laisserons même de côté ce qui concerne les justices de paix. La portée de nos observations n'en sera pas amoindrie.

**TABLEAU DES TRAITEMENTS DES MEMBRES DE L'ORDRE
JUDICIAIRE EN 1869 ET EN 1918.**

Cour de cassation.

	1869	1918
Premier président et Procureur général . . . fr.	16,000	18,000
Président de chambre	13,000	15,000
Conseillers	11,250	13,000
Avocats généraux	12,000	(Premier avocat général.) 15,000 (Deuxièmes avocats généraux.) 14,000
Greffiers en chef	7,000	8,000
Greffiers-adjoints	4,500	5,000

Cour d'appel.

Premier président et Procureur général . . . , .	11,250	13,000
Présidents de chambre et premiers avocats généraux.	8,600	10,000
Conseillers	7,500	8,500
Deuxièmes avocats généraux	8,000	9,000
Substituts des procureurs généraux.	7,000	8,000
Greffiers en chef	5,000	8,500
Greffiers-adjoints	4,000	4,500

Tribunaux de première instance.

	1869			1918		
	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe
Présidents et procureurs du roi	7,500	7,000	6,000	10,000	8,000	7,000
Vice-présidents	6,500	5,500	»	7,500	6,500	»
Juges d'instruction	5,500	5,000	4,500	. . .	. . .	. . .
Juges et substituts	5,000	4,500	4,000	6,000	5,500	5,000 ⁽¹⁾
Greffiers	3,200	3,200	3,200	8,000	6,500	5,000
Greffiers-adjoints.	3,000	2,800	2,600	3,600	3,400	3,200

(1) Les juges d'instruction reçoivent un léger supplément pendant le cours de leur mandat.

On le voit, les rémunérations accordées à notre magistrature au lendemain de la guerre étaient d'une lamentable insuffisance. La loi du 31 juillet 1920 vint apporter remède à cette situation en élevant presque invariablement du simple au double les traitements fixés par la loi du 15 novembre 1918.

Le projet actuel du Gouvernement applique d'une manière approximative le multiplicateur 3 aux traitements de 1918. Mais cette proportion n'est pas maintenue pour les traitements supérieurs à 9,000 francs. Votre Section centrale s'est ralliée aux chiffres proposés.

Il est cependant une catégorie de fonctionnaires de l'ordre judiciaire qui lui ont paru sacrifiés : ce sont les greffiers. Les traitements proposés en leur faveur n'ont pas été augmentés dans la même proportion que ceux des magistrats.

Aussi la Section vous demande-t-elle d'adopter en ce qui les concerne les modifications suivantes au tableau figurant à l'article 3 :

Cour de cassation.

Greffiers en chef fr.	24,000 au lieu de 21,500
Greffiers	15,000 au lieu de 14,000

Cour d'appel.

Greffiers en chef fr.	24,000 au lieu de 21,500
Greffiers	15,000 au lieu de 13,000
Greffiers-adjoints (1)	13,500 au lieu de 10,500

Tribunal de 1^{re} instance.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.
Greffiers en chef. fr.	24,000 21,500	19,500 au lieu de : 18,000
Greffiers et greffiers-adjoints (1) . fr.	10,800 10,500	10,200 au lieu de : 10,000

Tribunal de commerce.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Référéndaires fr.	29,500 ⁽²⁾	24,000	19,500 comme au projet.
Référéndaires-adjoints	18,000	16,500	15,000 comme au projet.
Greffiers et greffiers-adj. (1)	10,800 10,500	10,200 10,000	9,600 au lieu de : 9,500

(1) Nous avons maintenu dans ces tableaux le titre de greffiers-adjoints parce qu'il figure dans le projet du Gouvernement; mais la loi du 31 juillet 1920 dispose en son article 12 que « par modification à la loi de 1869 les greffiers-adjoints de la Cour de cassation, des Cours d'appel, des tribunaux de 1^{re} instance et des tribunaux de commerce portent le titre de greffier. Les greffiers des tribunaux de 1^{re} instance porteront le nom de greffier en chef ».

(2) Par une erreur d'impression, le projet, dans son texte français, porte 29,000 francs au lieu de 29,500 francs. Le texte flamand indique bien ce dernier taux.

Justice de paix.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	
Greffiers fr.	15,000	12,600	10,200	au lieu de :
	14,000	12,000	10,000	
Greffiers-adjoints sans distinction de classe. . . fr.			10,000	au lieu de 9,500

Cour militaire.

Greffier fr.	16,000	au lieu de 14,000
Greffiers-adjoints	10,800	au lieu de 10,500

Conseil de guerre.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	
Greffiers fr.	14,000	12,500	11,500	au lieu de :
	12,500	11,500	10,500	
Greffiers-adjoints	9,500	8,500	8,000	au lieu de :
	8,500	8,000	7,500	

Sous réserve de ces modifications, votre Section centrale vous propose l'adoption de l'article 3.

Un membre ayant demandé s'il n'y avait pas lieu, au dernier alinéa, maintenant aux anciens taux les suppléments de traitement alloués aux juges des enfants, aux juges d'instruction et aux premiers substituts du Procureur du Roi, de viser également le cas des conseillers de Cour d'appel faisant fonctions de président. Il a été reconnu que la loi du 25 octobre 1919, en son n° XIII, continuait à régler cette situation. Elle dispose, en effet, que, dans les Cours d'appel, les conseillers, appelés à présider les chambres, à défaut de président titulaire, jouissent du traitement affecté aux fonctions de président. Cette disposition n'est pas abrogée. M. le Ministre de la Justice a marqué son accord sur ce point.

ART. 4.

Cet article règle la périodicité des augmentations qui, sous le régime de la loi actuelle, sont accordées tous les quatre ans. Le projet propose de les accorder tous les trois ans à tous les membres de l'ordre judiciaire : magistrats (y compris les référendaires et les référendaires-adjoints qui sont assimilés aux magistrats) et greffiers de toutes catégories. C'est ainsi du moins que nous l'avons interprété.

Peut-être conviendrait-il de remplacer l'énumération « magistrats, référendaires et greffiers » par une appellation plus générale ne laissant subsister aucune équivoque « membres de l'ordre judiciaire ».

ART. 5.

Cet article fixe le taux des augmentations. Primitivement de 300 francs, relevé à 500 francs par la loi du 31 juillet 1920, il est porté par le projet à 1,000 francs pour « les magistrats et les référendaires » ⁽¹⁾ et à 600 francs pour « les greffiers ».

Nous supposons que les référendaires-adjoints sont compris dans la 1^{re} catégorie et les greffiers-adjoints dans la seconde, sans excepter les greffiers-adjoints à titre personnel.

Mais nous n'avons pas découvert les raisons qui, en cette matière, rompent à nouveau le principe d'égalité qui a toujours été appliqué aux règles présidant à la fixation des traitements des membres de l'ordre judiciaire.

La distinction proposée dans la fixation du taux des augmentations entre magistrats et greffiers ne nous paraît pas justifiée. Elle est contraire à la tradition, et, nous nous permettons de l'ajouter, à l'équité.

Votre Section vous propose donc de rédiger comme suit l'article 5 :

« Par dérogation à l'article 2 de la loi du 31 juillet 1920, les augmentations périodiques des traitements des membres de l'ordre judiciaire sans distinction sont portées à 1,000 francs. Le montant des augmentations est limité à 6,000 francs. »

ART. 6.

Cet article supprime un avantage accordé antérieurement aux greffiers-adjoints et consistant dans une augmentation de 1,000 francs après 25 années de services dans les mêmes fonctions.

Les augmentations accordées aux greffiers-adjoints par le projet actuel compensent cette suppression.

Votre Section vous propose d'adopter l'article 6 sans changement.

ART. 7 et 8.

Ces deux articles sont relatifs aux indemnités de résidence, de famille et de naissance. L'article 7 établit un régime différentiel pour les magistrats, y compris les référendaires et les référendaires-adjoints. Une indemnité mensuelle de 125 francs par enfant mineur leur est accordée mais à partir du quatrième seulement. L'article 8 accorde aux greffiers en chef, greffiers et greffiers-adjoints toutes les indemnités de résidence, de famille et de naissance que reçoivent les fonctionnaires de l'ordre administratif.

Cette distinction entre magistrats et greffiers nous a paru peu logique.

(1) Il y a lieu de rappeler que les référendaires sont désormais assimilés aux magistrats. La loi du 29 décembre 1924 le reconnaît expressément quand elle dit dans son n° III : « Les magistrats de l'ordre judiciaire, y compris les référendaires et les référendaires-adjoints, etc. ».

Votre Section vous propose d'attribuer à tous les intéressés le même régime et de fondre les articles 7 et 8 en un article unique, rédigé comme suit :

« Les membres de l'ordre judiciaire reçoivent les indemnités de résidence, de famille et de naissance accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. »

Une dernière observation a été faite au cours des délibérations de la Section, que nous croyons devoir consigner ici.

Le projet ne comprend pas de disposition fixant le traitement des greffiers surnuméraires.

Il existe, en effet, pour les 26 tribunaux de première instance, 70 greffiers surnuméraires, assimilés pour les traitements aux employés des greffes.

Ils se distinguent, cependant, de ces derniers, puisqu'ils sont nommés par arrêté royal, doivent être âgés d'au moins 21 ans, et que, fréquemment, ils assument les fonctions de greffiers et encourent les mêmes responsabilités.

Il semble juste de les comprendre parmi les bénéficiaires des augmentations de traitements dont jouissent les autres membres de la famille judiciaire, sinon par la présente loi, du moins par un arrêté royal qui suivra le vote de celle-ci. Un traitement annuel fixe de 5,200 francs avec augmentations périodiques, comme celles accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif, devrait leur être alloué.

La Section émet le vœu qu'il en soit ainsi.

CHAPITRE III

Le chapitre III (art. 9 et 10) détermine les traitements et indemnités attribués aux membres du Conseil des Mines.

L'article 9 (alinéa 1^{er}) fixe les traitements comme suit :

Président	fr. 24,000
Conseillers	18,000
Greffier	14,000

L'article 8 de la loi du 2 mai 1837 les fixait respectivement à 8,000 francs, 6,000 francs et 5,000 francs.

On voit que ces derniers taux sont triplés dans le projet du Gouvernement, sauf en ce qui concerne le greffier. On n'aperçoit pas les raisons de cette inégalité.

Votre Section centrale vous propose donc d'appliquer également le multiplicateur 3 au traitement du greffier et de le porter à 15,000 francs.

Cette mesure lui paraît d'autant plus s'imposer que, dans la loi du 9 août 1920, modifiant celle du 2 mai 1837, les traitements ont été portés respectivement à 16,000 francs, 12,000 francs et 10,000 francs, soit exactement au double des taux primitifs.

L'article 9 (alinéa 2) détermine les augmentations périodiques de ces traitements. Elles deviennent triennales au lieu de quatriennales et sont fixées

à 4,000 francs pour le président et les conseillers et à 750 francs pour le greffier (jusqu'à concurrence de 6,000 francs). Encore une fois, cette différence ne nous paraît pas justifiée, d'autant moins que la loi du 9 août 1920 prévoit, pour le greffier comme pour les conseillers et le président, des augmentations périodiques égales de 500 francs.

L'article 10 alloue aux membres du Conseil des Mines, y compris le greffier, les indemnités de résidence, de famille et de naissance qui sont allouées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. Sous réserve des amendements formulés ci-dessus, votre Section vous propose unanimement d'adopter les articles 9 et 10.

CHAPITRE IV.

Le chapitre IV contient les dispositions relatives aux traitements des membres du clergé catholique (art. 11 et 12).

Il nous paraît tout d'abord utile de rappeler ici que les traitements des ministres des autres cultes (protestant évangélique, anglican et israélite) sont fixés non par une loi, mais par un simple arrêté royal. L'arrêté royal du 12 août 1920 a fixé les traitements actuellement en vigueur. Dès que les Chambres auront voté la loi portant augmentation des traitements des ministres du culte catholique, un nouvel arrêté royal sera pris, revisant les traitements des ministres des autres cultes.

Le tableau des traitements du clergé supérieur et du clergé inférieur, figurant à l'article 11 du projet, a été adopté, sauf les modifications qui seront spécifiées ci-après, par 5 voix contre 2. Les deux opposants ont justifié leur vote en déclarant qu'ils étaient adversaires de la mise à la charge de l'État des traitements des ministres des cultes, sans que cette manière de voir doive être interprétée comme un acte d'hostilité à l'égard de ceux-ci. Trois autres membres ont fait remarquer que la Constitution, en son article 117, dispose expressément que « les traitements et pensions des ministres des cultes sont à la charge de l'État » ; que, dès lors, le bénéfice de la péréquation des traitements doit leur être accordé comme à tous les agents dont la rétribution incombe à l'État, aussi longtemps que la disposition constitutionnelle prérappelée restera en vigueur.

En ce qui concerne les traitements du clergé supérieur et des curés de première et de seconde classe, aucune modification n'a été apportée par la Section centrale aux propositions du Gouvernement.

Pour ce qui est des desservants, des chapelains et des vicaires, la Section a estimé que sans aller jusqu'aux chiffres suggérés par la Commission de péréquation, portant les traitements des desservants à 4,000 francs et ceux des chapelains et vicaires à 3,600 francs, il y avait lieu néanmoins d'augmenter légèrement les taux figurant au projet du Gouvernement, 3,600 et 3,000, et de fixer ces traitements respectivement à 3,800 et à 3,200 francs. M. le Ministre de la Justice, consulté préalablement par le membre auteur de la proposition, avait d'ailleurs marqué son assentiment. Dans ces conditions, la majorité s'y est ralliée à son tour.

L'article 12 du projet du Gouvernement contient une dérogation aux dispositions générales concernant la partie mobile des traitements. Il n'accorde le bénéfice de celle-ci aux membres du clergé que dans la proportion des trois cinquièmes. La majorité de la Section a estimé que cette mesure restrictive ne devait pas s'appliquer au clergé inférieur, mais uniquement au clergé supérieur.

CHAPITRE V.

Le chapitre V (art. 13) fixe le traitement des membres des Députations permanentes des Conseils provinciaux.

Ce traitement qui était de 3,000 francs sous le régime de la loi du 14 mars 1863 et de 4,000 francs sous celui de la loi du 26 mars 1874, a été porté successivement à 6,500 francs à partir du 1^{er} octobre 1919 et à 8,400 francs à partir du 1^{er} janvier 1920.

Le projet propose de le porter à 12,000 francs.

La partie mobile et les indemnités allouées aux autres bénéficiaires de la loi ne sont pas accordées aux députés permanents, à raison de ce que leur mandat est un mandat électif et de ce que l'exercice d'une profession ne leur est pas interdit.

Votre Section centrale vous propose d'adopter sans modification l'article 13.

CHAPITRE VI.

Le chapitre VI (art. 14 et 15 du projet) est consacré aux traitements et indemnités des membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes. Il contient revision des articles 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 53 de la loi organique sur l'enseignement primaire.

Rappelons que cette matière a fait l'objet depuis dix ans des lois ci-après : loi du 19 mai 1914 ; loi du 13 novembre 1919 ; loi du 14 août 1920 et loi du 23 août 1921.

La loi du 19 mai 1914 fixait comme suit les divers éléments constituant le minimum légal des traitements des instituteurs :

1° Un traitement de base de 1,200 francs pour les instituteurs et de 1,100 fr. pour les institutrices.

2° Une indemnité dite de résidence, variant de 150 francs à 400 francs selon l'importance des communes.

3° Une seconde indemnité égale à la première pour les instituteurs mariés, les veufs et les veuves avec enfants mineurs, ainsi que pour les chefs d'école.

Toutefois les chefs d'école jouissant d'un logement scolaire ne recevaient pas l'indemnité de résidence.

Le mari et la femme attachés à des écoles de la même commune ne pouvaient prétendre qu'à un seul logement ou à une seule indemnité double de résidence.

4° Une indemnité de direction de 50 francs par classe accordée aux chefs d'école titulaires d'une classe ou ayant la direction de 5 classes au moins (jusqu'à concurrence de 300 francs).

5° Une indemnité spéciale accordée aux porteurs de certains diplômes, de 100 francs maximum.

6° Des augmentations périodiques biennales de 100 francs jusqu'à concurrence de 1,500 francs pour les instituteurs et triennales de 100 francs jusqu'à concurrence de 1,000 francs pour les institutrices.

La loi du 13 novembre 1919 qui modifia radicalement le régime des subsides de l'État en décrétant que ceux-ci seraient équivalents aux traitements, apporta à la situation du personnel enseignant des écoles communales, adoptées ou adoptables, de notables modifications et fixa les traitements comme suit :

1° Le traitement de base est porté respectivement à 3,000 francs et à 2,000 francs (avec réduction à 1,800 francs et à 1,400 francs pour les instituteurs et institutrices non mariés vivant en commun).

2° L'indemnité dite de résidence est fixée à 200 francs minimum et à 500 francs maximum, selon l'importance des communes; toutefois, pour les instituteurs et institutrices non mariés vivant en commun, les chefs d'école seuls la reçoivent.

3° Elle est doublée, comme dans la loi de 1914, pour les instituteurs mariés, les veufs et les veuves avec un ou plusieurs enfants, ainsi que pour les chefs d'école.

N'ont pas droit à l'indemnité de résidence, les instituteurs et institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

Mais une modification est apportée à la situation du mari et de la femme attachés à une école de la même commune : ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement *et à une seule indemnité simple*, ou à une indemnité double *et à une indemnité simple de résidence*.

4° L'indemnité de direction est portée à 100 francs par classe, avec minimum de 200 francs et maximum de 600 francs;

5° L'indemnité pour diplômes spéciaux est maintenue;

6° Une indemnité nouvelle, dite *familiale*, est ajoutée : 100 francs par enfant mineur, sans cumul pour l'instituteur et l'institutrice conjoints;

7° Les augmentations périodiques sont réglées comme suit :

10 annuelles de 100 francs pour les instituteurs et de 80 francs pour les institutrices;

10 biennales de 150 francs pour les instituteurs et de 120 francs pour les institutrices;

jusqu'à concurrence respectivement de 2,500 et de 2,000 francs (avec réduction pour les instituteurs non mariés vivant en commun : le taux est porté respectivement à 60 francs et à 40 francs jusqu'à 1,200 francs et 800 francs).

La loi du 14 août 1920 apporta de nouvelles modifications à la situation du personnel enseignant; voici les principales :

1° Traitement de base, 4,800 francs, avec égalité des sexes (réduit à 2,400 francs pour les instituteurs non mariés vivant en commun);

2° Indemnité de résidence comme sous la loi de 1919 ;

3° Doublement de cette indemnité dans les mêmes conditions que sous la loi de 1919 ;

4° Indemnité de direction maintenue ;

5° Indemnité pour diplômes spéciaux maintenue (le total ne peut dépasser 300 francs) ;

6° Indemnité familiale fixée à 182 fr. 50 par enfant mineur, portée plus tard par arrêté royal à 365 francs ;

7° Augmentations périodiques :

8 annuelles de 200 francs.

4 biennales de 200 id.

2 triennales de 200 id.

1 finale de 400 francs à la vingt-cinquième année de service (avec réduction de moitié pour les instituteurs non mariés vivant en commun).

8° Octroi d'une indemnité transitoire de vie chère de 600 francs pour les laïcs et de 300 francs pour les agents non mariés vivant en commun, portée au double par un arrêté royal de 1924.

La loi du 23 avril 1921 n'a rien changé aux dispositions susmentionnées.

Nous avons cru opportun de rappeler ces rétroactes pour que la Chambre puisse mieux se rendre compte de la portée des propositions contenues dans le projet du Gouvernement. On peut les résumer comme suit :

1° Traitement de base (partie fixe) : 4,800 francs, comme sous la loi de 1920, qui avait porté à ce taux les traitements fixés par la loi de 1919 à 3,000 francs pour les instituteurs et à 2,000 francs pour les institutrices ;

2° Partie mobile du traitement au delà de l'index-number de 300, comme il est dit aux articles 1 et 2 du projet, en comprenant, pour établir le montant du traitement servant de base au calcul de la partie mobile, la partie fixe, l'indemnité de logement, les augmentations périodiques et l'indemnité de direction ;

3° Indemnité de *logement* remplaçant l'ancienne indemnité de *résidence* aux mêmes taux et conditions que dans les lois de 1919 et 1920.

4° Doublement de cette indemnité comme sous la loi précédente. Toutefois, l'instituteur et l'institutrice conjoints ne pourraient prétendre qu'à un seul logement ou à une indemnité double de logement, par modification à la législation précédente ;

5° Indemnité de direction portée à 200 francs par classe, mais attribuée seulement aux chefs d'écoles titulaires d'une classe ou ayant la direction de huit classes au moins au lieu de cinq (minimum de l'indemnité : 400 francs ; maximum : 1,000 francs) ;

6° Indemnité pour diplômes spéciaux : supprimée ;

7° Indemnité familiale avec indemnité de naissance calculée comme pour les agents de l'État ;

8° Indemnité spéciale dite de résidence pour les mariés et veufs avec enfants mineurs, exerçant dans certaines grandes agglomérations :

a) Agglomération bruxelloise :

750 francs pour les traitements inférieurs à 10,000 francs.

1,000 francs pour les traitements à partir de 10,000 francs.

b) Agglomérations anversoise, liégeoise, carolorégienne :

600 francs pour les traitements inférieurs à 10,000 francs.

800 francs pour les traitements à partir de 10,000 francs.

9° Augmentations périodiques fixées comme suit :

14 biennales de 300 francs pour les laïcs et de 150 francs pour les autres, ce qui porte le maximum du traitement à 9,000 francs après vingt cinq ans de service.

10° Réduction de moitié du traitement (partie fixe et partie mobile) pour les instituteurs non mariés vivant en commun, avec indemnité de logement accordée aux seuls chefs d'école.

Votre Section centrale a procédé à un long et minutieux examen de ce projet. Plusieurs membres ont formulé tout d'abord une objection de principe qui s'applique également à la législation scolaire antérieure et notamment aux lois de 1919 et de 1920. Adversaires de l'octroi des subsides des pouvoirs publics aux écoles dont ceux-ci n'ont pas la direction, ils ne peuvent admettre sans réserves la mise à la charge de l'État des traitements des instituteurs des écoles libres. Leur conviction sur ce point reste entière.

Un membre a fait remarquer que l'écart entre la situation des instituteurs des grandes villes et ceux des campagnes est trop minime.

Après ces observations préliminaires, la Section a abordé l'étude de chacune des propositions du Gouvernement.

Elle a été unanime à les trouver insuffisantes et à juger qu'il y avait lieu :

1° De relever le minimum et le maximum du traitement de base pour mettre celui-ci mieux en rapport avec l'importance du rôle social de l'instituteur;

2° De modifier le régime des augmentations périodiques de manière à améliorer d'avantage la situation de l'instituteur à un âge où les charges de familles sont le plus lourdes et de lui permettre d'atteindre plus rapidement le maximum des traitements;

3° De maintenir le bénéfice des situations acquises par les intéressés jouissant actuellement en vertu des lois en vigueur, de certaines indemnités dont le Gouvernement proposa la suppression : indemnité double de logement allouée à certaines institutrices mariées, — indemnités de direction aux chefs d'école ayant la direction de moins de huit classes, — indemnité attribuée à la possession de certains certificats spéciaux — traitements des maîtres spéciaux prévus par l'article 29 de la loi du 14 août 1920.

En ce qui concerne les taux du minimum et du maximum du traitement de

base, votre Section s'est arrêtée aux chiffres de 5,000 francs et de 10,000 francs qui ont été admis après qu'elle eut écarté tous autres chiffres et en tenant compte de l'ensemble des modifications apportées au projet du Gouvernement, dont les charges, s'élevant à environ 50 millions pour la partie relative au personnel enseignant, seront augmentées de moitié si la Chambre se rallie à nos suggestions.

Quant aux augmentations périodiques, elles ont été, après examen des diverses propositions versées aux débats, fixées comme suit :

4	augmentations annuelles de 200 francs.
4	id. id. de 300 id.
4	id. biennales de 300 id.
4	id. id. de 400 id.
1	augmentation biennale de 600 id.

Les deux décisions prérappelées ont été prises réserve faite du droit de chacun des membres de la Section de présenter ou de voter toutes autres proposition au cours du débat devant la Chambre.

Le respect des situations acquises, en dépit des modifications proposées pour l'avenir par le Gouvernement au régime de certaines catégories d'indemnités et traitements spéciaux, a été unanimement reconnu comme devant être assuré par un texte formel.

Les traitements des maîtres enseignant certaines branches spéciales et non munis du diplôme d'instituteur ou de régent, traitements qui sont payés à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire de cours, a été fixé aux quatre cinquièmes de ce revenu, au lieu des trois quarts comme le propose le Gouvernement et sous réserve également du respect des situations acquises.

Enfin votre Section a estimé que la situation des institutrices gardiennes devait être relevée, et notamment de celles qui possèdent le diplôme d'institutrice primaire ou de régente et qui, aux termes de la législation antérieure jouissaient des mêmes traitements que le personnel des écoles primaires.

Elle propose en conséquence de conserver cet avantage à ces dernières et d'accorder à celles qui ne possèdent que le diplôme d'institutrice gardienne un traitement réduit aux quatre cinquièmes au lieu des trois quarts comme le propose le Gouvernement.

Les amendements suivants à apporter aux articles 14 et 15 traduisent exactement les résolutions de votre Section :

ART. 14 (modifiant les art. 29, 30*d*, 31*a*, 32 de la Loi organique).

ART. 29, 3°, al. 1° : Remplacer le chiffre indiquant le montant de la partie fixe 4,800 francs par 5,000 francs.

ART. 29, n° 5°, litt. *b*, 5° al. : Remplacer les trois quarts par les quatre cinquièmes.

Ajouter un article 14^{bis} :

Les indemnités allouées à certaines institutrices mariées, le traitement des maitres spéciaux prévus par l'article 29 de la loi du 14 août 1920, l'indemnité de direction accordée aux directeurs déchargés de classe même à ceux qui ont la direction d'une école de moins de huit classes, ainsi que les indemnités attribuées à la possession de certificats spéciaux prévues par l'article 34 de la loi susvisée sont conservés aux intéressés même si le revenu auquel ils auront droit en vertu de la présente loi atteint ou dépasse leur revenu actuel.

ART. 15.

Substituer le texte suivant à celui qui figure sous le littéra *a* :

a) Pour les institutrices laïques :

1° Un traitement de base qui sera égal à celui du personnel enseignant primaire, si l'intéressé possède le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, et l'équivalent des quatre cinquièmes de ce traitement si elles ne possèdent que le certificat d'aptitudes aux fonctions d'institutrice gardienne ou si elle est dispensée en vertu de l'alinéa 8 du présent article ;

2° Une partie mobile, des indemnités de logement, de résidence, de famille et de naissance calculées comme pour les institutrices primaires ;

3° Des augmentations périodiques prévues pour les institutrices primaires.

b) Les traitements actuels des instituteurs comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans une même commune. Il en sera de même des traitements actuels alloués sur le budget communal si ceux-ci ont un caractère stable sans réserve.

ART. 16.

Cet article prononce l'abrogation des articles 34 relatif aux certificats spéciaux et 53 relatif à l'index de vie chère.

Il y a lieu de l'adopter en vertu de ce qui a été dit plus haut.

CHAPITRE VII.

Le Chapitre VII accorde à tous les bénéficiaires de la loi la rétroactivité au 1^{er} juillet 1924 ou à partir de la date de leur nomination, si elle est postérieure pour tous les avantages qui leur sont concédés.

Cette mesure s'impose à raison de la longueur du travail d'ensemble auquel a dû se livrer la Commission ministérielle de péréquation depuis de nombreux mois.

Bien entendu, toutes sommes attribuées depuis lors à titre de traitements et d'indemnités accessoires viendront en défalcation.

L'article unique de ce chapitre (art. 17 du projet) a été adopté sans réserve par la Section centrale.

CHAPITRE VIII.

Le chapitre VIII contient une série de dispositions ayant pour objet de maintenir la péréquation des traitements et de faciliter l'instauration du régime nouveau.

ART. 18 et 19.

Tout d'abord les articles 18 et 19 décident l'institution d'un Comité consultatif rattaché au Ministère des Finances et destiné à donner son avis sur toutes les questions relatives à la rétribution des agents dont les traitements incombent à l'État.

La composition et le fonctionnement en sont déterminés par arrêté royal. Le mandat de ses membres est gratuit.

L'article 18 a été adopté sans modification par 6 voix contre 1.

A l'article 19 la Section propose d'ajouter à l'alinéa 1^{er} les mots : « Il (le Comité) consulte préalablement les organisations professionnelles intéressées. » Cette disposition nous paraît se justifier sans commentaire. Il est indispensable et légitime que les intéressés puissent faire connaître leurs revendications pour éclairer ceux qui assumeront la lourde tâche d'être les conseillers du Gouvernement.

Le dernier alinéa de l'article 19 demande peut-être un mot d'explication.

La loi du 10 juin 1924 contenant le Budget des Chemins de fer avait exempté de l'obligation d'être contresignés par le Ministre des Finances (obligation imposée par les lois du 20 juillet 1921 et 10 juin 1922 sur la comptabilité en matière de dépenses engagées) les décisions et arrêtés pris par le Ministre des Chemins de fer en matière de salaires et de traitements. Le régime de la péréquation exige ici le retour au passé et le rétablissement du contreseing du Ministre des Finances qui est imposé à tous les autres Ministres.

Cette disposition a recueilli également la majorité de 6 voix contre 1.

ART. 20.

L'article 20 a une portée plus grave et a soulevé une vive opposition au sein de la Section.

Il ne tend à rien moins qu'à restreindre les attributions du pouvoir provincial et du pouvoir communal en matière de fixation des barèmes des traitements de leur personnel.

Cette nouvelle atteinte à l'autonomie provinciale et communale a paru inacceptable. Il est inadmissible, en effet, comme le propose le Gouvernement, d'appliquer à une décision d'un conseil provincial ou d'un conseil communal, qui établirait un barème de traitements supérieur aux taux prévus au présent projet, l'article 125 de la loi provinciale et les articles 86 et 87 de la loi communale qui visent les résolutions sortant de leurs attributions ou blessant l'intérêt général.

La législation existante en ce qui concerne l'approbation des budgets provin-

ciaux et communaux n'offre-t-elle pas suffisamment de garanties contre les abus et les exagérations de dépenses, sans qu'il faille aller jusqu'à ravir aux provinces et aux communes le droit d'édicter des règlements fixant la rémunération des services de leurs agents?

Les grandes communes ont dû jusqu'ici la prospérité et la situation brillante de leur enseignement en grande partie aux avantages spéciaux qu'elles pouvaient accorder à leur personnel, dont le recrutement se faisait ainsi dans les conditions les plus favorables. Niveler tous les barèmes des traitements, c'est porter un coup fatal aux écoles des administrations communales des grandes villes dont l'organisation, les initiatives heureuses et les succès ont jeté un si vif éclat sur l'enseignement national.

Aussi la Section s'est-elle prononcée pour le rejet de cette disposition à l'unanimité moins deux abstentions.

ART. 21.

Cet article tend à interdire certains cumuls de traitements ou d'allocations accessoires pour les agents de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements charitables.

Les dispositions proposées nous ont paru sages.

En ce qui concerne les époux occupant l'un et l'autre un emploi rémunéré, il est légitime de ne payer qu'une fois les allocations de résidence et de famille comme le prescrit le § 2, mais la Section a estimé qu'il y avait lieu d'ajouter à la fin de ce paragraphe les mots : « et sous réserve toutefois du respect des situations acquises ».

ART. 22 et 23.

Ces deux articles édictent différentes mesures transitoires destinées à être appliquées en attendant l'établissement du nouveau régime des pensions. L'Exposé des motifs (page 10) en fournit clairement l'explication et la justification.

Votre Section centrale vous en propose l'adoption. Elle émet en outre le vœu que, dès le vote de la loi de péréquation des traitements, toutes les dispositions soient prises pour relever sans retard les taux de pensions, afin d'accorder à ceux qui ont passé leur vie au service du pays l'amélioration tant attendue de leur situation si digne d'intérêt.

* * *

La Section centrale, à l'unanimité de ses membres, a donc l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet ci-après, où les amendements, apportés par elle au projet du Gouvernement, sont indiqués en caractères italiques.

Elle joint ses vœux à ceux du Gouvernement pour qu'une solution intervienne dans le plus bref délai possible.

Le Rapporteur,
FERNAND COCQ.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

(1)
(N° 86)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1925.

Wetsontwerp betreffende het bezoldigen van sommige categorieën van Staatsagenten, het herzien der organieke reglementen, het uitkeeren der pensioenen en het inhouden der bijdragen ten bate van de verzorgingsinstellingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **COCQ**.

MIJNE HEEREN,

Het « Wetsontwerp betreffende het bezoldigen van sommige categorieën van Staatsagenten... », waarover wij de eer hebben een verslag uit te brengen namens de Middenafdeeling, werd ten Bureele van de Kamer neergelegd in de vergadering van 26 November 1924 ⁽³⁾.

De Afdeelingen, onverwijld bijeengeroepen, hebben hetzelfde onderzocht in hunne vergaderingen van 3 December en in zijne groote lijnen goedgekeurd ⁽³⁾.

De kort nadien vereenigde Middenafdeeling heeft talrijke vergaderingen aan de bespreking daarvan gewijd en er eene reeks wijzigingen aan toegebracht, welke haar noodzakelijk schenen en waartoe zij hoopt de Regeering over te halen.

Wij hebben getracht hare debatten en de besluitselen van hare studiën samen te vatten in de volgende bladzijden.

(1) Wetsontwerp, n° 14.

(2) Samenstelling van de *Middenafdeeling* : de heeren Pirmez, voorzitter, Pecher, Berloz, Cocq, Poncelet, Melckmans, Troclet.

(3) Een bijzonder wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der onderwijzers, door den heer Melckmans ingediend, werd insgelijks onderzocht door de afdeelingen en in vier dezer verworpen.

Dit ontwerp wordt naar een andere *Middenafdeeling* verzonden, bestaande uit de heeren Pirmez, De Bruyne (R.), Heyman, Marek, Melckmans, Pussemier en Troclet.

I

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN

De bezoldiging van de diensten der agenten, wier jaarwedden door onze wetgeving ten laste van den Staat zijn gelegd, heeft, sinds den wapenstilstand, tot talrijke maatregelen aanleiding gegeven.

De verhoogingen der wedden, toelagen en salarissen, naar gelang de gevallen, verorderd hetzij bij Koninklijk besluit, hetzij bij eenvoudig ministerieel besluit, werden, voorloopig en op eenigszins empirische wijze verwezenlijkt.

Sinds lang, overigens, en vóór den oorlog, werd vastgesteld dat afzonderlijke maatregelen of maatregelen zonder algemeene draagkracht, in de bezoldiging van het Staatspersoneel een zeker onevenwicht hadden gebracht, zooals dit werd gezegd in de Memorie van Toelichting bij het Koninklijk besluit van 1 December 1924, houdende de nieuwe barema's der Ministerieele Departementen (*Staatsblad* van 25 December 1924).

Ten aanzien van de aanhoudende levensduurte, heeft de Regeering erkend dat nieuwe maatregelen noodzakelijk waren om de nooden van hare agenten te lenigen, welke, in deze laatste tijden, met een geduld, een kalmte en een bewonderenswaardige grootmoedigheid, de wisselvalligheden van een moeilijken en vaak pijnlijken stoffelijken toestand voor hen en hun gezinnen hebben gedragen.

Terzelfder tijd, heeft zij gedacht dat men moest pogen een zakelijker rechtsbedeeling te verwezenlijken tusschen de onderscheidene categorieën van agenten wier jaarwedden ten laste komen der Thesaurie, naargelang het sociaal belang van hunne functiën, de studiën welke zij hebben moeten doen om zich tot het vervullen derzelve voor te bereiden, de proeven welke zij hebben moeten onderstaan om er in toegelaten te worden, den aard en het aantal der præstatieën die zij te leveren hebben.

Alzoo werd zij er toe gebracht, bij Koninklijk besluit van 18 Februari 1924, eene Commissie in te stellen voor het bestudeeren van den omslag der jaarwedden voor de rechterlijke en de bestuurlijke orde, met dien verstande, dat de nieuwe beschikkingen, welke zouden genomen worden, van kracht zouden worden met ingang van 1 Juli 1924.

De Perequatie-Commissie heeft zich maanden lang aan een gewetensvolle en moeilijke studie gewijd.

Uit die werkzaamheden zijn de voorstellen ontstaan welke de Regeering, na sommigen wijzigingen en inkortingen, deed verschijnen : 1^o in het Koninklijk besluit van 1 December 1924, betreffende de bezoldiging van de agenten der onderscheidene ministerieele Departementen, wier jaarwedden niet door een wet

dienen te worden bepaald, en 2° in het wetsontwerp dat het voorwerp van dit verslag uitmaakt en dat betrekking heeft op de jaarwedden welke noodzakelijk door eene wet moeten vastgesteld worden (magistratuur, geestelijkheid, onderwijzers, enz.).

Al die jaarwedden omvatten :

1° Een vast gedeelte met bepaling van een minimum, een maximum en periodieke verhoogingen ;

2° Een veranderlijk gedeelte, schommelend tusschen 300 en 1,000 frank, naargelang de belangrijkheid van het vaste gedeelte en den stand van het indexcijfer, de vastgestelde bedragen verworven zijnde vanaf het indexcijfer 301 zooveel malen het overschot schijven van 30 punten bevat ;

3° Een gezinstoelage welke, voor ieder minderjarig kind ten laste der ouders, 30 frank bereikt voor ieder van de eerste twee kinderen, 40 frank voor het derde en 50 frank voor ieder der volgende ;

4° Eene geboortetoelage van 250 frank per kind ;

5° Eene standplaatstoelage voor de gehuwde agenten, of de uit den echt of van tafel en bed gescheiden weduwnaars, met minderjarige kinderen ten laste, en die zekere aanzienlijke agglomeraties bewonen.

Behalve die toelagen, toegekend door het Koninklijk besluit van 1 December 1924, aan al de agenten der bestuurlijke orde en welke het onderhavig wetsontwerp mede toekent aan die daarop aanspraak hebben, behoort het eene bijzondere huishuurvergoeding te vermelden, alleen toegekend aan de onderwijzers en schommelend tusschen de 200 en 500 frank, naargelang de belangrijkheid der gemeenten, met een dubbel bedrag voor de gehuwden, de weduwnaars met minderjarige kinderen ten laste en de schoolhoofden.

Uwe Middenafdeeling heeft van al die bestanddeelen kennis genomen en, huldé brengend aan de gedachte van billijkheid waardoor de Regeering zich heeft laten leiden, alsmede aan den gewetensvollen arbeid van de Perequatie-Commissie, kon zij er nochtans niet toe besluiten de voorstellen waarover zij moest beraadslagen ongewijzigd goed te keuren.

Sommigen harer leden hebben zelfs, in den loop van de algemeene behandeling, beginselbezwaren geopperd over de mogelijkheid tot een waarlijk rechtvaardig stelsel van omslag te geraken ; een stelsel dat de rechten van eenieder streng eerbiedigt en, voor de onderscheidene categorieën van ambtenaren, bezoldigingen vaststelt die juist overeenkomen met den aard en de belangrijkheid van hunne diensten. Niets is zoo moeilijk als nauwkeurige regelen in een zoo kiesche zaak te bepalen.

Nog andere bemerkingen van algemeenen aard werden voorgebracht. Een lid opperde bezwaar omtrent het beginsel der standplaatstoelage, met te doen opmerken dat, zoo de huisvesting kostelijker is in de groote agglomeraties, de overige uitgaven vaak minder hoog zijn dan in de provincie. De last voor de opvoeding der kinderen is, namelijk, grooter voor de ambtenaren die de groote steden bewonen, dan voor die op den buiten verblijven, waar de noodige onderwijsinrichtingen ontbreken.

Een ander lid deed opmerken dat de bepaling van groote agglomeraties door de Regeering zou moeten herzien worden. Sommige gemeenten werden vergeten. Hij heeft inzonderheid gevraagd dat de Antwerpsche agglomeratie niet alleen zou omvatten Berchem en Borgerhout, maar insgelijks Merxem, Deurne, Hoboken, Oude-God en Wilrijk.

Wat de wijzigingen betreft aan het Regeeringsontwerp door uwe Middenafdeeling toegebracht, schijnt het ons, in alle geval, niet toe dat zij het evenwicht hebben gebroken, zoo moeizaam tot stand gebracht door de Perequatie-Commissie en dat zij een aanzienlijke omwerking zullen te weeg brengen in de barema's door het Koninklijk besluit van 1 December vastgesteld. Alleen sommige aanpassingen van ondergeschikt belang schijnen daaruit te zullen voortvloeien.

Wat de financieele gevolgen van die wijzigingen betreft, zij kunnen in eerste opzicht tamelijk hoog worden geraamd. Doch ons schijnt het dat zij noodzakelijk zijn; bijaldien men een werk van rechtvaardigheid wil mogelijk maken.

Met vertrouwen onderwerpen wij het aan het welwillend onderzoek van de Kamer.

II

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

TITEL VAN HET ONTWERP

De eerste aanmerking die zich opdringt betreft den tekst van den titel van het ontwerp.

Deze luidt : « Ontwerp van wet betreffende het bezoldigen van sommige categorieën van *Staatsagenten*, enz... »

Deze benaming, toegepast op de katholieke geestelijken, op de leden van de bestendige deputatiën, op de gemeentelijke of vrije onderwijzers, is heelemaal verkeerd.

Het eerste deel van den titel moet dus gewijzigd worden en moet luiden als volgt : « *Wetsontwerp betreffende het bezoldigen der leden van de rechterlijke orde, den Mijnsraad, de bestendige deputatiën, de katholieke geestelijkheid en het onderwyzend korps der lagere scholen*, enz. » (het overige zooals in het ontwerp).

Deze nieuwe tekst lijkt ons klaar, precies en nauwkeurig. Wij vragen aan de Kamer hem aan te nemen.

EERSTE HOOFDSTUK

Het eerste hoofdstuk luidt : « Inleidende bepalingen ». Het bepaalt de grondslagen van de jaarwedden door de nieuwe wet toegekend, en bestaande uit een vast gedeelte en een veranderlijk gedeelte.

Voor het vast gedeelte verwijst artikel 1 naar de artikelen 3, 9, 11, 13 en 14, die er van het bedrag bepalen voor de verschillende categorieën van belanghebbenden. In deze opsomming is er een verzuim geslopen ; men moet er artikel 5, betreffende de periodieke verhoogingen van de jaarwedden der magistraten, bijvoegen.

Wat het veranderlijk gedeelte aangaat, dit wordt vastgesteld in de alinea's 3, 4 en 5 van artikel 1, en de wijzen van toepassing worden bepaald in artikel 2. Het bedrag verandert naar het beloop van de wedde, en het wordt maar uitgekeerd wanneer het index-cijfer boven 300 staat. Van af het cijfer 301 zijn de diffe-

rentieele bedragen, schommelend tusschen 300 en 1,000 frank, volgens het bedrag van de wedde, zooveel malen verworven als het hooger cijfer ondeelbare reeksen van 30 punten inhoudt.

Deze *algemeene* bepalingen (dit woord is misschien beter gekozen dan *inleidende*) zijn toepasselijk op al de belanghebbenden waarmede de wet zich bezighoudt. Uwe Middenafdeeling heeft ze eenparig goedgekeurd. Zij stelt U dus voor de artikelen 1 en 2 ongewijzigd aan te nemen.

HOOFDSTUK II.

Hoofdstuk II (art. 3, 5, 6, 7 en 8) behelst de bepalingen betreffende de wedden en vergoedingen van de leden der rechterlijke orde.

Voor de jaarwedden van de leden der rechterlijke orde bestaat eene reeks wetten, waarvan de opsomming volgt : wet van 18 Juni 1869, op de rechterlijke inrichting met eene algemeene tafel van de wedden; wet van 15 April 1878 betreffende de onderzoeksrechters; wet van 25 November 1889 betreffende de vrederechters en de griffiers; wet van 5 Juni 1870 betreffende de rechtbank van eersten aanleg van Brussel; wet van 15 Juni 1899 betreffende de militaire rechtbanken; wet van 21 Juli 1899 tot verhooging van de wedden der magistratuur; wet van 5 December 1903 tot herziening der wedden van de vrederechters en de griffiers; wet van 11 Mei 1910 betreffende de referendarissen en griffiers der rechtbanken van koophandel; wet van 12 Augustus 1911 betreffende het personeel van sommige rechtbanken van eersten aanleg; wet van 15 Mei 1912 betreffende de kinderbescherming en de kinderrechters; wet van 15 November 1918 tot verhooging van de wedden der leden van de rechterlijke orde, en wet van 31 Juli 1920, tot herziening van de voorgaande.

Het is van belang aan de Kamer de tafel vóór te leggen van de jaarwedden, welke gevoegd is bij de wet van 18 Juni 1869, en die voorkomt in de wet van 15 November 1918, in der haast goedgekeurd vlak na den wapenstilstand. De Kamerleden zullen getroffen zijn door de onbeduidende verbetering die er op dit oogenblik in den toestand van de magistraten en van hunne medewerkers in de griffies werd gebracht, en zij zullen verwonderd zijn dat er zooveel tijd noodig was om de bezoldiging te vermeerderen voor de zoo belangrijke diensten die door de keur-magistratuur, waarop België trotsch gaat, aan het land worden bewezen. Gedurende bijna eene halve eeuw, hebben de leden van de rechterlijke orde met waardigheid een toestand verdragen, die op het laatst al te erg is geworden, zonder eene klacht te uiten, en zonder ooit te koop te loopen met hunne toewijding aan het groote werk van het gerechtelijk bestuur. De vergelijking van deze twee tabellen, waarvan de eene gejaarteekend is 1869 en de andere 1918, is zeer sprekend.

Wij zullen ons bepalen bij de jaarwedden der burgerlijke rechtbanken, om niet nutteloos dat gedeelte van ons verslag te verlengen, en wij zullen zelfs niet spreken van de vredegerichten. De draagkracht van onze aanmerking zal er niets bij verliezen.

**TABEL VAN DE JAARWEDDEN DER LEDEN VAN DE RECHTERLIJKE
ORDE IN 1869 EN IN 1918.**

Hof van Verbreking.

	1869	1918
Eerste voorzitter en Procureur-generaal fr.	16,000	18,000
Kamervoorzitter	13,000	15,000
Raadsheeren	11,250	13,000
Advocaten-generaal	12,000	(Eerste advocaat-generaal.) 15,000 (Tweede advocaat-generaal.) 14,000
Hoofdgriffiers	7,000	8,000
Adjunct-griffiers.	4,500	5,000

Hof van Beroep.

Eerste voorzitter en Procureur-generaal	11,250	13,000
Kamervoorzitters en eerste advocaten-generaal	8,600	10,000
Raadsheeren.	7,500	8,500
Tweede advocaten-generaal	8,008	9,000
Substituten van de procureurs-generaal.	7,000	8,000
Hoofdgriffiers	5,000	5,000
Adjunct-griffiers	4,000	4,500

Rechtbanken van eersten aanleg.

	1869			1918		
	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.
Voorzitters en procureurs des Konings . .	7,500	7,000	6,000	10,000	8,000	7,000
Onder-voorzitters . .	6,500	5,500	»	7,500	6,500	»
Onderzoeksrechters . .	5,500	5,000	4,500	. . .	. . .	. . .
Rechters en substituten. .	5,000	4,500	4,000	6,000	5,500	5,000 ⁽¹⁾
Griffiers	3,200	3,200	3,200	8,000	6,500	5,000
Adjunct-griffiers . . .	3,000	2,800	2,600	3,600	3,400	3,200

⁽¹⁾ De onderzoeksrechters ontvangen eene kleinen toeslag gedurende den loop van hun mandaat.

Zooals men zien kan, was de bezoldiging aan onze magistratuur na den oorlog op verre na niet voldoende. De wet van 31 Juli 1920 heeft dien toestand verbeterd door de wedden, bij de wet van 15 November 1918, te verdubbelen.

Het tegenwoordig ontwerp van de Regeering vermenigvuldigt de wedde van 1918 ongeveer met 3. Maar deze verhouding wordt niet gehandhaafd voor de wedden boven 9,000 frank. Uwe Middenafdeeling heeft de voorgestelde bedragen aangenomen.

Er is nochtans eene categorie van ambtenaren der rechterlijke orde die ons schijnen opgeofferd te zijn, namelijk de griffiers. De jaarwedden te hunnen gunste voorgesteld, werden niet verhoogd in gelijke verhouding tot die van de magistraten.

Ook vraagt u de Afdeeling, wat hen betreft, de volgende wijzigingen op de tabel onder artikel 3 aan te nemen :

Hof van Verbreking.

Hoofdgriffiers	fr.	24,000 in plaats van 21,500
Griffiers		15,000 in plaats van 14,000

Hof van Beroep.

Hoofdgriffiers	fr.	24,000 in plaats van 21,500
Griffiers		15,000 in plaats van 13,000
Adjunct-griffiers ⁽¹⁾		13,500 in plaats van 10,500

Rechtbank van eersten aanleg.

	1 ^{ste} klas.	2 ^{de} klas.
Hoofdgriffiers	fr. 24,000	19,500 in plaats van :
	21,500	18,000
Griffiers en adjunct-griffiers	10,800	10,200 in plaats van :
	10,500	10,000

Rechtbank van koophandel.

	1 ^{ste} klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.
Referendarissen . . . fr.	29,500 ⁽²⁾	24,000	19,500 zooals in het ontwerp.
Adjunct-referendarissen .	18,000	16,500	15,000 zooals in het ontwerp.
Griffiers en adj.-griffiers .	10,800	10,200	9,600 in plaats van :
	10,500	10,000	9,500

(1) Wij hebben in deze tabellen den titel van adjunct-griffier behouden omdat hij voorkomt in het Regeeringsontwerp; doch de wet van 31 Juli 1920 bepaalt in haar artikel 12 dat « bij wijziging der wet van 1869, voeren de toegevoegde griffiers van het Verbrekingshof, van de Hoven van Beroep, van de rechtbanken van eersten aanleg en van de rechtbanken van Koophandel den titel van griffier. De griffiers van de rechtbanken van eersten aanleg voeren den titel van hoofdgriffier ».

(2) Door eene drukfout staat er in den Franschen tekst van het ontwerp : 29,000 frank in plaats van 29,500 frank. De Vlaamsche tekst is juist.

Vredegerecht.

	1 ^e klasse	2 ^e klasse	3 ^e klasse
Griffiers fr.	15,000	12,600	10,200 in plaats van :
	14,000	12,000	10,000
Adjunct-griffiers zonder onderscheid van klasse fr.			10,000 in plaats van 9,500

Krijgshof.

Griffiers fr.	16,000 in plaats van 14,000
Adjunct-griffiers	10,900 in plaats van 10,500

Krijgsraad.

	1 ^e klasse	2 ^e klasse	3 ^e klasse
Griffiers fr.	14,000	12,500	11,500 in plaats van :
	12,500	11,500	10,500
Adjunct-griffiers	9,500	8,500	8,000 in plaats van :
	8,500	8,000	7,500

Mits deze wijzigingen, stelt uwe Middenafdeeling u voor artikel 3 goed te keuren.

Een lid had gevraagd of het niet noodig was in het laatste lid, waarbij de bijwedden toegekend aan de kinderrechters, aan de onderzoeksrechters en aan de eerste substituten van de procureurs des Konings op hun vroeger bedrag worden behouden, insgelijks het geval te voorzien van de raadsheeren in het Hof van Beroep dienstdoende als voorzitter.

Men heeft erkend dat de wet van 25 October 1919, in haar n° XIII, dien toestand blijft regelen. Deze wet bepaalt, inderdaad, dat in de Hoven van Beroep, de raadsheeren, die geroepen worden om de Kamers voor te zitten bij ontstentenis van den voorzitter-titularis, de wedde, behoorende tot de functies van voorzitter, genieten. Deze bepaling is niet ingetrokken. Daaromtrent verklaarde de Minister van Justitie zich volkomen eens.

ART. 4.

Dit artikel regelt de tijdperken der verhoogingen welke, onder het beheer der bestaande wet om de vier jaar worden toegekend. Het ontwerp stelt voor dezelve om de drie jaar toe te kennen aan al de leden der rechterlijke orde : magistraten met inbegrip der referendarissen en toegevoegde referendarissen welke gelijkgesteld zijn met de magistraten, en griffiers van alle klassen. Het is overigens aldus dat wij het hebben begrepen.

Wellicht zou het passen de opsomming « magistraten, referendarissen en griffiers » te vervangen door een meer algemeene benaming welke geen twijfel laat bestaan, te weten : « leden van de rechterlijke orde. »

ART. 5.

Dit artikel bepaalt het bedrag der verhoogen. Aanvankelijk was het 300 frank; door de wet van 31 Juli 1920 werd het verhoogd tot 500 frank, en het ontwerp brengt het op 1,000 frank voor de « magistraten en de referendarissen » ⁽¹⁾ en op 600 frank voor de « griffiers ».

Wij veronderstellen dat de toegevoegde referendarissen begrepen zijn in de 1^{ste} categorie en de adjunct-griffiers in de 2^{de}, zonder de adjunct-griffiers ten persoonlijkten titel uit te zonderen.

Doch wij konden niet te weten komen om welke redenen, in deze zaak, gebroken wordt met het nieuwe gelijkheidsbeginsel dat steeds is toegepast geworden op de regelen voor het bepalen der jaarwedde van de rechterlijke orde.

Het voorgesteld onderscheid in de bepaling van het bedrag der verhoogen tusschen magistraten en griffiers schijnt ons niet gerechtvaardigd. Het is in strijd met het gebruik en, laat het ons er bij voegen, met de rechtvaardigheid.

Uwe Afdeeling stelt u voor, artikel 5 te doen luiden :

« In afwijking van artikel 2 der wet van 31 Juli 1920, worden de periodieke verhoogen der wedden van de leden der rechterlijke orde, zonder onderscheid, opgevoerd tot 1,000 frank.

Het bedrag der verhoogen wordt beperkt tot 6,000 frank. »

ART. 6.

Door dit artikel wordt een voordeel ontnomen dat vroeger aan de adjunct-griffiers werd toegekend en bestaande in eene verhooging van 1,000 frank na 25 jaar dienst in dezelfde functiën.

De verhoogen, door onderhavig ontwerp aan de adjunct-griffiers verleend, vergoeden dit verlies.

Uwe Afdeeling stelt u voor artikel 6 ongewijzigd aan te nemen.

ART. 7 en 8.

Beide artikelen betreffen de standplaats-, gezins- en geboortetoelagen. Artikel 7 brengt een verschillende regeling tot stand voor de magistraten, met inbegrip van de referendarissen en de toegevoegde referendarissen. De maandelijksche toelage van 125 frank voor elk minderjarig kind wordt slecht van af het

(1) Men dient op te merken dat de referendarissen voortaan worden gelijkgesteld met de magistraten. De wet van 29 December 1924 erkent dit uitdrukkelijk naar zij zegt in haar n^o III : « De magistraten der rechterlijke orde, met inbegrip van de referendarissen en de toegevoegde referendarissen, enz. »

vierde toegestaan. Artikel 8 verleent aan de hoofdgriffiers, de griffiers en de adjunct-griffiers al de standplaats- gezins- en geboortetolagen welke de ambtenaren van de bestuurlijke orde genieten.

Dit onderscheid tusschen magistraten en griffiers scheen ons weinig logisch.

Uwe Afdeeling stelt u voor aan al de belanghebbenden dezelfde regeling toe te passen en de artikelen 7 en 8 tot een enkel artikel te vereenigen luidende :

« De leden van de rechterlijke orde ontvangen de standplaats, de gezins- en de geboortetolagen die aan de ambtenaren van de bestuurlijke orde verleend worden. »

Een laatste aanmerking werd geopperd tijdens de beraadslagingen in de Afdeeling, namelijk.

Het ontwerp bezit geene bepaling waarbij de jaarwedde der surnumeraire griffiers wordt vastgesteld.

Inderdaad, voor de 26 rechtbanken van eersten aanleg, bestaan en 70 surnumeraire griffiers, gelijkgesteld voor wat de wedden betreft, met de griffie-beambten.

Zij zijn nochtans van deze laatsten te onderscheiden, derwijl zij benoemd worden bij Koninklijk besluit, ten minste 24 jaar moeten oud zijn en, dikwijls, de functie van griffier moeten waarnemen en dezelfde verantwoordelijkheid oploopen.

Het schijnt billijk dezelve te begrijpen onder de verkrijgers der weddeverhoogingen, zooniet door middel van deze wet, ten minste door middel van een Koninklijk besluit dat op het aannemen dezer wet zal volgen. Hun zou een vaste jaarwedde van 5,200 frank met periodieke verhoogingen moeten toegekend worden, zooals deze verleend aan de ambtenaren van de bestuurlijke orde.

De Afdeeling uit den wensch opdat het aldus geschiede.

HOOFDSTUK III.

Hoofdstuk III (art. 9 en 10) bepaalt de jaarwedden en de toelagen van de leden van den Mynraad.

Artikel 9 (eerste lid) bepaalt de jaarwedden als volgt :

Voorzitter	fr. 24,000
Leden	18,000
Griffier	14,000

Artikel 8 der wet van 2 Mei 1837 bepaalde ze onderscheidenlijk op 8,000, 6,000 en 5,000 frank.

Men ziet dat die bedragen in het ontwerp der Regeering verdrievoudigd zijn geworden, behalve voor wat den griffier betreft. De reden van die ongelijkheid ziet men niet in.

Uwe Afdeeling stelt u dus voor insgelijks den vermenigvuldiger 3 toe te passen op de wedde van den griffier en ze te brengen op 15,000 frank.

Die maatregel schijnt haar des te noodzakelijker, daar door de wet van

9 Augustus 1920, tot wijziging der wet van 2 Mei 1837, de jaarwedden onderscheidenlijk zijn gebracht geworden op 16,000, 12,000 en 10,000 frank, of juist het dubbel van de aanvankelijke bedragen.

Artikel 9 (lid 2) bepaalt de periodieke verhoogingen van die wedden. Zij worden driejaarlijksch in stede van vierjaarlijksch en worden vastgesteld op 1,000 frank voor den voorzitter en de leden en op 750 frank voor den griffier (tot een beloop van 6,000 frank).

Nogmaals, dit onderscheid schijnt ons niet gebillijkt, des te minder daar de wet van 9 Augustus 1920 voor den griffier zoowel als voor de leden en den voorzitter, gelijke periodieke verhoogingen van 500 frank voorziet.

Artikel 10 kent aan de leden van den Mynraad, den griffier er in begrepen, standplaats-, gezins- en geboortevergoedingen toe zooals aan de ambtenaren der bestuurlijke orde.

Onder voorbehoud van de voorgestelde amendementen, stelt uwe Middenafdeeling eenparig voor de artikelen 9 en 10 goed te keuren.

HOOFDSTUK IV.

Hoofdstuk IV behelst bepalingen omtrent de wedden van de leden der katholieke geestelijkheid (art. 11 en 12).

Het lijkt ons vooreerst nuttig, hier er op te wijzen dat de wedden van de bedienaars der overige eerediensten (protestant-evangelisch, anglikaansch en israëlitisch) vastgesteld zijn niet bij eene wet, maar bij een eenvoudig Koninklijk besluit. Het Koninklijk besluit van 12 Augustus 1920 heeft de thans bestaande wedden vastgesteld. Zoodra de Kamers de wet tot verhooging der jaarwedden van de bedienaars van den katholieken eeredienst zullen goedgekeurd hebben, zal een nieuw Koninklijk besluit worden genomen, tot herziening van de wedden der bedienaars van de overige eerediensten.

De tabel der wedden van de hogere en lagere geestelijkheid, voorkomende bij artikel 11 van het ontwerp, werd aangenomen, mits de wijzigingen welke, met 5 tegen 2 stemmen, werden aangebracht en hierna worden vermeld. De beide tegenstoppers hebben hunne stemming verklaard met te zeggen, dat zij er tegen op kwamen dat de jaarwedden van de bedienaars der eerediensten ten laste moeten komen van den Staat, zonder dat die houding moet aangezien worden als een daad van vijandschap jegens hen. Drie andere leden deden opmerken dat de Grondwet, in haar artikel 117, uitdrukkelijk bepaalt : « De jaarwedden en pensioenen van de bedienaars der eerediensten zijn ten laste van den Staat », dat hun dienvolgens het voordeel van den nieuwen omslag der jaarwedden moet toekomen zooals aan al de agenten die door den Staat worden bezoldigd, en zoolang als de voormelde grondwettelijke bepaling van kracht blijft.

Voor wat aangaat de wedden der hogere geestelijkheid en der pastoors van 1^{ste} en 2^{de} klasse, is door de Middenafdeeling geen wijziging aan de Regeeringsvoorstellen toegebracht geworden.

Voor wat betreft de kerkbedienaars, de kapelaans en de onderpastoors, was

de Afdeeling van gevoelen dat, zonder te gaan tot de bedragen voorgesteld door de Perequatie-commissie, — waarbij de wedden der kerkbedienaars werden gebracht op 4,000 frank en die van de kapelaans en de onderpastoors op 3,600 frank, — het nochtans noodig was de bedragen van het Regeeringsvoorstel lichtelijk te vermeerderen (3,600 en 3,000 frank) en die wedden onderscheidenlijk te bepalen op 3,800 en 3,200 frank. De Minister van Justitie, vooraf geraadpleegd door het lid dat zulks heeft voorgesteld, had daarmede zijne instemming betuigd. In die voorwaarden, heeft de meerderheid er zich, op hare beurt, bij aangesloten.

Artikel 12 van het Regeeringsontwerp behelst eene afwijking van de algemeene bepalingen wat betreft het veranderlijk gedeelte van de wedden. Het verleent dit aan de geestelijken slechts op voet van drie vijfden. De meerderheid van de Afdeeling was van meening dat deze beperkende maatregel niet moest toegepast worden op de lagere geestelijkheid, maar enkel op de hoogere geestelijkheid.

HOOFDSTUK V.

Hoofdstuk V (art. 13) bepaalt de wedde van de leden der Bestendige Deputatiën der Provinciale Raden.

Deze wedde, welke 3,000 frank bedroeg onder het stelsel der wet van 14 Maart 1863, en 4,000 frank onder dat der wet van 26 Maart 1874, werd achtereenvolgens gebracht op 6,500 frank van af 1 October 1919 en op 8,400 frank van af 1 Januari 1920.

Het ontwerp stelt voor het te brengen op 12,000 frank.

Het veranderlijk gedeelte en de vergoedingen toegekend aan de anderen die onder de toepassing der wet vallen, worden niet toegekend aan de leden der Bestendige Deputatiën, daar hun mandaat van de verkiezing afhangt en het uitoefenen van een ambt hun niet verboden is.

Uwe Middenafdeeling stelt u voor artikel 13 ongewijzigd aan te nemen.

HOOFDSTUK VI.

Hoofdstuk VI (art. 14 en 15 van het ontwerp) betreft de wedden en toelagen van het onderwijzend personeel in de lagere scholen en de bewaarscholen. Het bevat eene herziening van de artikelen 29, 30, 31, 32, 33, 34 en 53 van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

Merken wij op dat deze kwestie, sedert tien jaar, in de volgende wetten werd behandeld: wet van 19 Mei 1914; wet van 13 November 1919; wet van 14 Augustus 1920 en wet van 23 Augustus 1921.

Door de wet van 19 Mei 1914 werden de verschillende bestanddeelen, die het wettelijk minimum der onderwijzerswedden uitmaken, als volgt vastgesteld:

1^o Eene aanvangswedde van 1,200 frank voor de onderwijzers en van 1,100 frank voor de onderwijzeressen;

2^o Eene zoogenaamde verblijfsvergoeding, gaande van 150 tot 400 frank volgens de belangrijkheid der gemeenten;

3° Eene tweede vergoeding van gelijk bedrag voor de gehuwde onderwijzers, de weduwnaars en de weduwen met minderjarige kinderen, evenals voor de schoolhoofden.

De schoolhoofden echter die een schoolhuis bewonen konden geene verblijfsvergoeding trekken.

Wanneer man en vrouw in scholen van dezelfde gemeente onderwijzen, hadden zij slechts recht op ééne woonst of op eene enkele dubbele verblijfsvergoeding.

4° Eene bestuursvergoeding van 50 frank per klas verleend aan de schoolhoofden die eene klas geven of het bestuur zouden hebben van tenminste vijf klassen (tot een beloop van 300 frank).

5° Eene bijzondere vergoeding van hoogstens 100 frank, verleend aan de houders van sommige diploma's.

6° Periodieke tweejaarlijksche verhoogingen van 100 frank tot een beloop van 1,500 frank voor de onderwijzers, en driejaarlijksche van 100 frank tot een beloop van 1,000 frank voor de onderwijzeressen.

De wet van 13 November 1919 wijzigde geheel het stelsel van de Staats-toelagen door te bepalen dat deze zouden gelijk zijn aan de jaarwedden; zij bracht in den toestand van dat onderwijzend personeel der gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen, merkelijke wijzigingen, en stelde de wedden vast als volgt :

1° De aanvangswedde wordt gebracht respectievelijk op 3,000 frank en op 2,000 frank (met vermindering tot 1,800 frank en tot 1,400 frank voor de ongehuwde onderwijzers en onderwijzeressen die in gemeenschap leven).

2° De zoogenaande verblijfsvergoeding wordt vastgesteld op 200 frank minimum en op 500 frank maximum volgen de belangrijkheid van de gemeenten; evenwel voor de ongehuwde en in gemeenschap levende onderwijzers en onderwijzeressen ontvangen alleen de schoolhoofden die vergoeding;

3° Zij wordt op het dubbel gebracht, zooals in de wet van 1914, voor de gehuwde onderwijzers, de weduwnaars en weduwen met een of meer kinderen, evenals voor de schoolhoofden;

De onderwijzers en onderwijzeressen die een schoolhuis bewonen, hebben geen recht op de verblijfsvergoeding.

Maar eene wijziging wordt gebracht in den toestand van den man en zijne echtgenoot in dezelfde gemeente aan eene school verbonden; zij hebben maar op een schoolhuis *en op slechts eene enkelvoudige vergoeding*, of op eene dubbele vergoeding *en op eene enkele verblijfsvergoeding recht*.

4° De bestuursvergoeding wordt gebracht op 100 frank per klas, met minimum van 200 frank en maximum van 600 frank;

5° De vergoeding wegens bijzondere diploma's wordt behouden;

6° Eene nieuwe zoogenaande *gezinsvergoeding* komt er bij : 100 frank per minderjarig kind, zonder cumulatie voor de samengehuwde onderwijzer en onderwijzeres;

7° De periodieke verhoogingen zijn geregeld als volgt :

10 jaarlijksche van 100 frank voor de onderwijzers en van 80 frank voor de onderwijzeressen;

10 tweejaarlijksche van 150 frank voor de onderwijzers en van 120 frank voor de onderwijzeressen;

tot een beloop respectievelijk van 2,500 frank en 2,000 frank (met vermindering voor de niet gehuwde in gemeenschap levende onderwijzers : het bedrag wordt dan respectievelijk gebracht op 60 frank en op 40 frank tot 1,200 frank en 800 frank).

De wet van 14 Augustus 1920 bracht nieuwe wijzigingen in den toestand van het onderwijzend personeel; de voornaamste waren :

1° Aanvangswedde 4,800 frank zonder onderscheid van kunne (verminderd tot 2,400 frank voor de niet gehuwde in gemeenschap levende onderwijzers);

2° Verblijfsvergoeding zooals in de wet van 1919;

3° Verdubbeling van deze vergoeding onder dezelfde voorwaarden als in de wet van 1919;

4° Bestuurvergoeding behouden;

5° Vergoeding voor bijzondere diploma's behouden (het maximum is 300 frank);

6° De gezinsvergoeding van 182 fr. 50 per minderjarig kind, later gebracht op 365 frank;

7° Periodieke verhoogingen :

8 jaarlijksche van 200 frank.

4 tweejaarlijksche van 200 frank.

2 driejaarlijksche van 200 id.

1 eindverhooging van 400 frank na 25 jaren dienst (met vermindering van de helft voor de ongehuwde in gemeenschap levende onderwijzers).

8° Verleening van een overgangs-duurtebijslag van 600 frank voor de leeken en van 300 frank voor de ongehuwde in gemeenschap levende onderwijzers, op het dubbel gebracht bij Koninklijk besluit van 1924.

Aan hooger vermelde bepalingen heeft de wet van 23 April 1921 niets veranderd.

Wij oordeelden het nuttig op deze vroegere bepalingen te wijzen opdat de Kamer zich kunne rekenschap geven van de draagkracht der voorstellen in het Regeeringsontwerp. Men kan ze als volgt samenvatten :

1° Aanvangswedde (vast gedeelte) : 4,800 frank, zooals in de wet van 1920, welke op dit bedrag de wedden gebracht had die door de wet van 1919 waren vastgesteld op 3,000 frank voor de onderwijzers en op 2,000 frank voor de onderwijzeressen;

2° Veranderlijk gedeelte van de wedde boven het index-cijfer 300, zooals

bepaald is in de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, en omvattend, om het bedrag vast te stellen van de wedde die als grondslag dient voor de berekening van het veranderlijk gedeelte, het vaste gedeelte, de woonstvergoeding, de periodieke verhoogingen en de bestuursvergoeding ;

3^o *Woonstvergoeding* ter vervanging van de vroegere *verblijfsvergoeding* : zelfde bedrag en voorwaarden als in de wetten van 1919 en 1920 ;

4^o Verdubbeling van deze vergoeding zooals in de vorige wet. Zijn de onderwijzer en de onderwijzeres evenwel man en vrouw, dan hebben zij enkel recht op ééne woning of op eene dubbele woonstvergoeding, wat eene wijziging is aan de voorgaande wet ;

5^o Bestuursvergoeding gebracht op 200 frank per klas, maar alleen toegekend aan de schoolhoofden die eene klas doen of onder hun bestuur ten minste acht klassen hebben in plaats van vijf (minimum van de vergoeding : 400 frank, maximum : 1.000 frank) ;

6^o Vergoeding voor bijzondere diploma's : valt weg ;

7^o Gezinstoeslag met geboortetoeslag berekend zooals voor de Staatsbedienden ;

8^o Bijzondere vergoeding, genaamd standplaatsvergoeding, voor de gehuwden en de weduwnaars met minderjarige kinderen, die dienst doen in sommige groote agglomeraties.

a) Brusselsche agglomeratie :

750 frank voor de wedden van minder dan 10,000 frank.

1,000 frank voor de wedden van af 10,000 frank.

b) Agglomeratie van Antwerpen, Luik, Charleroi :

600 frank voor de wedden van minder dan 10,000 frank.

800 frank voor de wedden van af 10,000 frank.

9^o Periodieke verhoogingen als volgt vastgesteld :

14 tweejaarlijksche van 300 frank voor de leeken en van 150 frank voor de anderen, wat het maximum der wedde na 25 jaar dienst op 9.000 frank brengt.

10^o Vermindering van de wedde met de helft (vast gedeelte en veranderlijk gedeelte) voor de ongehuwde in gemeenschap levende onderwijzers, met de woonstvergoeding alleen verleend aan het schoolhoofd.

Uwe Middenafdeeling heeft dit ontwerp lang en nauwkeurig onderzocht. Vele leden hebben vooreerst eene principieele opmerking in het midden gebracht, die evenzeer slaat op de vroegere schoolwetten, en inzonderheid op de wetten van 1919 en 1920. Gekant tegen het verleenen van subsidiën door de openbare machten aan de scholen waarvan deze niet de leiding in handen hebben, kunnen zij niet zonder voorbehoud aanvaarden dat de wedden der onderwijzers der vrije scholen ten laste komen van den Staat. Daarentrent blijft hunne overtuiging onveranderlijk.

Een lid heeft doen opmerken dat de afstand tusschen den toestand der onderwijzers in de groote steden en deze van 't platteland al te gering is.

Na deze voorafgaande opmerkingen, gaat de Middenafdeeling over tot het onderzoek van elk der voorstellen van de Regeering.

Eenparig was zij van gevoelen dat zij onvoldoende waren en dat men :

1° Het minimum en het maximum der aanvangswedde diende te verhoogen om dit in verhouding te brengen tot de sociale rol van den onderwijzer ;

2° Het stelsel van de periodieke verhoogingen moest wijzigen om aldus in ruimere mate den toestand van den onderwijzer te verbeteren op een leeftijd waarop de gezinslasten het zwaarst zijn en hem toe te laten spoediger het maximum der wedden te bereiken ;

3° De verworven rechten moest behouden voor de belanghebbenden die thans, krachtens de bestaande wetten, sommige vergoedingen trekken die de Regeering voorstelt af te schaffen ; dubbele woonstvergoeding toegekend aan sommige gehuwde onderwijzeressen, — bestuursvergoedingen aan de schoolhoofden die minder dan acht klassen besturen, — vergoeding toegekend voor het bezit van sommige speciale diploma's. — wedden van de bijzondere meesters voorzien in artikel 29 van de wet van 14 Augustus 1920.

Wat betreft het minimum en het maximum der aanvangswedde heeft uw Middenafdeeling die gebracht op 5,000 frank en op 10,000 frank, welke cijfers werden aangenomen nadat zij al de andere verworpen had, en met inachtneming van het geheel der wijzigingen aan het Regeeringsontwerp, waarvan de lasten, die ongeveer 50 miljoen bedragen voor het deel betreffende het onderwijspersoneel, met de helft zullen vermeerderd zijn indien de Kamer er zich bij aansluit.

Wat de periodieke verhoogingen betreft, deze werden, na onderzoek van de verschillende voorstellen, vastgesteld als volgt :

4	jaarlijksche	verhoogingen	van	200	frank.
4	id.	id.	van	300	id.
4	tweejaarlijksche	id	van	300	id.
4	id.	id.	van	400	id.
1	tweejaarlijksche	verhooging	van	600	id.

Beide voormelde beslissingen werden getroffen onverminderd het recht van ieder lid der Afdeeling om, in den loop der behandeling ter Kamer, gelijk welke voorstellen aan te nemen of voor te stellen.

Eenparig werd het noodig geacht, de eerbiediging van de verworven toestanden, ondanks de wijzigingen voor de toekomst door de Regeering voorgesteld in het stelsel van sommige soorten van toelagen en bijzondere wedden, door een uitdrukkelijken tekst te bevestigen.

De wedden der bijzondere leermeesters die belast zijn met sommige vakken te onderwijzen en die niet het diploma van onderwijzer of van regent bezitten, welke wedden betaald worden op den voet van 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elk uur les per week, werden bepaald op vier vijfden van dit inkomen in plaats van op de drie vierden, zooals de Regeering het voorstelt en, insgelijks, onverminderd de verworven toestanden.

Eindelijk, heeft uwe Afdeeling gemeend dat de toestand der bewaarschool-

onderwijzeressen moest verbeterd worden en namelijk van die welke een diploma van lagere onderwijzeres of van regentes bezitten en die, naar luid van de vroegere wetgeving, dezelfde wedde genoten als het personeel der lagere scholen.

Zij stelt dus voor dit voordeel aan deze laatsten te behouden en aan die, welke slechts het diploma van bewaarschoolonderwijzeres bezitten, een wedde toe te staan verminderd tot op de vier vijfden, in plaats van de drie vierden, zooals de Regeering voorstelt.

De volgende amendementen op de artikelen 14 en 15 geven nauwkeurig de beslitselen uwer Afdeeling weer :

Art. 14 (tot wijziging der artikelen 29, 30*d*, 31*a*, 32 der Organieke Wet).

Art. 21, 3^e al., 1^o : « Het cijfer 4,800 frank, dat het bedrag van het vast gedeelte aangeeft, te vervangen door 5,000 frank ».

Art. 29, n^o 5^o, litt. *b*, 5^e al. : De woorden « drie vierden » te vervangen door « vier vijfden ».

Een artikel 14^{bis} toe te voegen :

De toelagen verleend aan sommige gehuwde onderwijzeressen, de wedde der bijzondere leermeesters, voorzien bij artikel 29 der wet van 14 Augustus 1920, de bestuursvergoeding toegekend aan de bestuurders die geen klas meer moeten geven, zelfs aan die welke het bestuur hebben van een school met minder dan acht klassen, alsmede de toelagen voor het bezit van bijzondere getuigschriften, voorzien bij artikel 34 van voormelde wet, worden aan de belanghebbenden behouden zelfs indien het inkomen, waarop zij recht zullen hebben uit hoofde van deze wet, hun huidig inkomen bereikt of te boven gaat.

Art. 15.

Littera a te doen luiden als volgt :

a) Voor de wereldlijke onderwijzeressen :

1^o Een aanvangswedde gelijk aan die van het lager onderwijspersoneel, zoo de belanghebbende het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes bezit, en een bedrag gelijk aan de vier vijfden van die wedde zoo zij slechts het bevoegdheidsdiploma voor het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres bezit of zoo zij uit hoofde van alinea 8 van dit artikel daarvan is vrijgesteld.

2^o Een veranderlijk gedeelte, huishuur-, standplaats-, gezins- en geboortetoe-lagen berekend als voor de lagere onderwijzeressen ;

3^o Periodieke verhoogingen als voor de lagere onderwijzeressen zijn voorzien.

b) Zoolang de titularissen in een zelfde standplaats werkzaam zijn, mogen de huidige wedden der onderwijzers, evenals die welke hun later zullen toegekend

worden, in niets verminderd worden. Dit geldt eveneens voor de wedden die thans worden toegekend op de Gemeentebegroting, mits het uitsluitend vaste wedden betreft.

ART. 16.

Bij dit artikel worden ingetrokken artikel 34, betreffende de bijzondere getuigschriften, en artikel 53 betreffende het cijfer der levensduurte.

Dit dient te worden aangenomen om de hooger vermelde redenen.

HOOFDSTUK VII.

Hoofdstuk VII verleent aan al de verkrijgers van de voordeelen der wet terugwerkende kracht tot op 1^o Juli 1924 of vanaf den datum hunner benoeming, indien deze van lateren datum is, voor al de hun verleende voordeelen.

Die maatregel is noodzakelijk wegens den grooten omvang van het gezamenlijke werk waaraan de Ministerieele Commissie voor de perequatie zich sedert talrijke maanden heeft moeten overleveren.

Wel te verstaan, zullen al de sommen sindsdien als bijkomende wedden en toelagen toegekend, afgetrokken worden.

Het eenig artikel van dit hoofdstuk (art. 17 van het ontwerp) werd door de Middenafdeeling onder voorbehoud goedgekeurd.

HOOFDSTUK VIII.

Hoofdstuk VIII behelst eene reeks bepalingen die voor doel hebben de gelijkvormige verdeeling der wedden te behouden en de invoering van de nieuwe regeling te bevorderen.

ART. 18 en 19.

Voor eerst beslissen de artikelen 18 en 19 een Raadgevend Comité in te stellen, gehecht aan het Ministerie van Financiën en bestemd om advies uit te brengen over al de vraagpunten betreffende de bezoldiging der agenten wier wedden ten laste vallen van den Staat.

De samenstelling en de werking er van worden bij Koninklijk besluit bepaald. Het mandaat der leden is kosteloos. Artikel 18 werd ongewijzigd met 6 tegen 1 stemmen goedgekeurd.

Bij artikel 19, stelt de Afdeeling voor aan alinea 1 de woorden toe te voegen : « na vooraf de belanghebbende beroepsverenigingen te hebben geraadpleegd ».

Deze beschikking vraagt geen verder commentaar.

Het is onontbeerlijk en billijk dat de belanghebbenden hunne eischen kunnen doen kennen ter inlichting van diegenen welke de zware taak van raadgevers der Regeering op zich zullen nemen.

Het laatste lid van artikel 19 vergt wellicht een woordje uitleg.

De wetten van 20 Juli 1921 en 10 Juni 1922, op de comptabiliteit inzake betaalbaar te stellen credieten, bepalen dat de beslissingen en besluiten door den Minister van Spoorwegen getroffen inzake salarissen en wedden, moesten mede onderteekend worden door den Minister van Financiën. De wet van 10 Juni 1924, houdende de Begrooting van Spoorwegen, had die verplichting opgeheven. De regeling van de perequatie eischt hier dat daarop worde teruggekomen en het teruginvoeren van de naderonderteekening door den Minister van Financiën, welke geldt voor al de overige ministers.

Deze beschikking werd insgelijks met 6 tegen 1 stemmen goedgekeurd.

ART. 20.

Artikel 20 heeft een veel gewichtigere beteekenis en verwekte veel tegenstand in de Afdeeling.

Het strekt er toe, de bevoegdheden van de provinciale en van de gemeentelijke macht te beperken in zake vaststelling van de wedderoosters voor hun personeel.

Deze nieuwe aanslag tegen de provinciale en de gemeentelijke zelfstandigheid scheen niet aannemelijk te zijn. Het is inderdaad niet aan te nemen, zooals de Regeering het voorstelt, op een beslissing van een provincialen raad of van een gemeenteraad, waarbij een hoogere wedderooster wordt bepaald als bij dit ontwerp wordt voorzien, artikel 123 der provinciale wet en de artikelen 86 en 87 der gemeentewet toe te passen, welke de besluiten betreffen die hunne bevoegdheid te buiten gaan of tegen het algemeen belang indruischen.

Biedt de bestaande wetgeving, wat betreft de goedkeuring der provinciale en gemeentelijke begrotingen, niet genoegzame waarborgen tegen de misbruiken en de overdrijvingen van uitgaven, zonder dat men er moet toe overgaan aan de provinciën en de gemeenten het recht te ontrooven van reglementen te verordenen waarbij de bezoldiging van de diensten hunner agenten wordt bepaald?

De groote gemeenten hadden tot nog toe dezen bloei en den schitterenden toestand van hun onderwijs grootendeels te danken aan de bijzondere voordeelen welke zij konden verleen en aan hun personeel, dat alzoo in gunstiger voorwaarden kon aangenomen worden. Met al de wedderoosters te willen gelijk maken, brengt men eenen noodlottigen slag toe aan de scholen van de gemeentebesturen der groote steden, wier inrichting, heilzame initiatieven en bijval een zoo grooten glans op 's lands onderwijs hebben geworpen.

Ook heeft de Afdeeling die bepaling eenparig, min twee onthoudingen, verworpen.

ART. 21.

Dit artikel strekt er toe zekere cumulatie van wedden of bijkomende toelagen te ontzeggen aan de agenten van Staat, provincie, gemeente en liefdadige inrichtingen.

De voorgestelde bepalingen schenen ons rechtmatig.

Wat betreft de echtgenooten die beiden een bezoldigd ambt vervullen, is het billijk slechts eenmaal de standplaats- en gezinstoelage te betalen, zooals het wordt voorgeschreven door § 2; doch de Afdeeling was van oordeel dat op het einde dezer paragraaf de volgende woorden moesten bijgevoegd worden : « en mits de verworven toestanden geëerbiedigd worden ».

ART. 22 en 23.

Beide artikelen verordenden overgangsmaatregelen om toegepast te worden in afwachting dat de nieuwe pensioensregeling worde ingevoerd. De Memorie van Toelichting (bl. 10) geeft dienaangaande de noodige ophelderingen en rechtvaardiging.

Uwe Middenafdeeling stelt U voor dezelve goed te keuren. Zij drukt daarenboven den wensch uit, dat, zoodra de wet op de gelijke verdeeling der jaarwedden zal zijn aangenomen, al de maatregelen zouden worden getroffen om onverwijld de pensioenbedragen te verhoogen, ten einde diegenen, welke hun leven in den dienst van het land hebben gesleten, de zoo lang verbeide en zoo wel verdiende verbetering van hun toestand te verleenen.

. * .

Eenparig heeft dus de Middenafdeeling de eer aan de Kamer de goedkeuring voor te stellen van bijgaand ontwerp, waarin de door haar toegebrachte wijzigingen aan het Regeeringsontwerp, cursief zijn gedrukt.

Zij voegt haar wenschen bij die van de Regceering opdat die zaak zoo spoedig mogelijk zou worden opgelost.

De Verslaggever,
FERNAND COCQ.

De Voorzitter,
M. PIRMEZ.

ANNEXE AU RAPPORT N° 86.

BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 86.

Projet amendé par la Section centrale.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du Conseil des Mines, des députations provinciales, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires ainsi qu'à la revision des règlements organiques, à la liquidation des pensions et au prélèvement des retenues au profit des institutions de prévoyance.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions préliminaires.

ARTICLE PREMIER.

Les traitements déterminés par la présente loi comprennent une partie fixe et éventuellement une partie mobile.

La partie fixe est stabilisée aux taux figurant sous les articles 3, 5, 9, 11, 13 et 14.

La partie mobile est en rapport avec l'importance de la partie fixe, augmentée, le cas échéant, des indemnités tenant lieu d'avantages en nature attachés légalement à l'emploi.

Elle variera selon les fluctuations de l'indice simple de l'augmentation des prix de détail qu'établit et publie mensuellement le Ministère de l'Industrie,

Ontwerp door de Middenafdeeling gewijzigd.

Wetsontwerp betreffende het bezoldigen der leden van de Rechterlijke Orde, den Mynraad, de Bestendige Deputatiën, de katholieke geestelijkheid en het onderwijzend korps der lagere scholen, alsmede het herzien der organieke reglementen, het uitkeeren der pensioenen en het inhouden der bijdragen ten bate van de voorzorgsinstellingen.

EERSTE HOOFDSTUK.

Inleidende bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

De bij deze wet bepaalde wedden omvatten een vast gedeelte en, eventueel, een veranderlijk gedeelte.

Het vaste gedeelte wordt bevestigd op den voet van het bepaalde in de artikelen 3, 5, 9, 11, 13 en 14.

Het veranderlijke gedeelte is evenredig aan de belangrijkheid van het vaste gedeelte, desgevallend, verhoogd met de vergoedingen die in de plaats komen van wettiglijk aan het ambt verbonden voordeelen in natura.

Het verandert naar het rijzen en dalen van het eenvoudig index-cijfer der kleinhandelsprijzen, dat om de maand door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid

du Travail et de la Prévoyance sociale.

Elle est acquise et son montant est arrêté comme il est dit à l'article suivant.

ART. 2.

La partie mobile du traitement est établie par trimestre et payable par mois.

Pour chaque trimestre civil, elle est déterminée par la moyenne des nombres indices publiés pour les deux premiers mois du trimestre écoulé et pour le mois qui les précède. Elle n'est acquise que si la moyenne envisagée dépasse le nombre 300.

Les taux annuels en sont fixés comme il suit :

300 francs pour les traitements fixes	de 7,999.99 francs et moins,
400 francs pour les traitements fixes	de 8,000 à 11,999.99
500 fr. id.	de 12,000 à 15,999.99
600 fr. id.	de 16,000 à 19,999.99
700 fr. id.	de 20,000 à 23,999.99
800 fr. id.	de 24,000 à 26,999.99
900 fr. id.	de 27,000 à 29,999.99
1,000 fr. id.	au delà.

A partir du nombre indice 301, ils sont acquis autant de fois que l'excédent contient de tranches indivisibles de 30 points, toute fraction comptant pour une tranche complète.

en Sociale Voorzorg wordt vastgesteld en bekendgemaakt.

Men krijgt er recht op en zijn beloop wordt vastgesteld naar luid van het volgend artikel.

ART. 2.

Het veranderlijk gedeelte der wedde wordt over het kwartaal berekend en maandelijks uitbetaald.

Voor elk kalenderkwartaal wordt het bepaald door het gemiddelde der indexcijfers voor de eerste twee maanden van het verlopen kwartaal en voor de maand er voren. Recht op dat deel bestaat slechts indien bedoeld gemiddelde het getal 300 te boven gaat.

De jaarlijksche bedragen er van zijn vastgesteld als volgt :

300 frank voor de vaste wedden van	7,999.99 en minder;
400 frank voor de vaste wedden van	8,000 tot 11,999.99
500 fr. id.	12,000 tot 15,999.99
600 fr. id.	16,000 tot 19,999.99
700 fr. id.	20,000 tot 23,999.99
800 fr. id.	24,000 tot 26,999.99
900 fr. id.	27,000 tot 29,999.99
1000 fr. id.	voor de vaste wedden van hooger bedrag.

Te beginnen met het index-cijfer 301, worden zij even zooveel maal toegekend als het overschot ondeelbare schijven van 30 punten bevat, waarbij elke breuk voor een volle schijf telt.

CHAPITRE II.

Des traitements des membres
de l'ordre judiciaire.

ART. 3.

Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 31 juillet 1920, les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Cour de cassation.

Premier président et Procureur général fr.	48,000
Président de chambre et premier avocat général . . .	44,500
Conseillers	37,000
Deuxièmes avocats généraux .	39,500
Greffiers en chef	24,000
Greffiers	15,000

Cour d'appel.

Premiers présidents et procureurs généraux fr.	37,000
Présidents de chambre et premiers avocats généraux .	29,500
Conseillers	25,500
Deuxièmes avocats généraux .	27,000
Substituts des procureurs généraux	24,000
Greffiers en chef	24,000
Greffiers	15,000
Greffiers-adjoints	13,500

HOOFDSTUK II.

Wedden van de leden
der rechterlijke orde.

ART. 3.

In afwijking van artikel 1 der wet van 31 Juli 1920, worden de jaarwedden van de leden der rechterlijke orde bepaald als volgt :

Hof van cassatie.

Eerste voorzitter en procureur-generaal fr.	48,000
Kamervoorzitter en eerste advocaat-generaal	44,500
Raadsheeren	37,000
Tweede advocaten-generaal .	39,500
Hoofdgriffiers	24,000
Griffiers	15,000

Hoven van beroep.

Eerste voorzitters en procureurs-generaal fr.	37,000
Kamervoorzitters en eerste advocaten-generaal . . .	29,500
Raadsheeren	25,500
Tweede advocaten-generaal .	27,000
Substituten der procureurs-generaal	24,000
Hoofdgriffiers	24,000
Griffiers	15,000
Adjunct-griffiers	13,500

<i>Tribunaux de première instance.</i>			<i>Rechtbanken van eersten aanleg.</i>			
	1 ^{re} cl.	2 ^e et 3 ^e cl.		1 ^o klasse.	2 ^o en 3 ^o klasse.	
Présidents et procureurs du Roi. fr.	29,500	24,000	Voorzitters en procureurs des Konings. . . . fr.	29,500	24,000	
Vice-présidents. .	22,500	19,500	Ondervoorzitters .	22,500	19,500	
Juges et substituts du procureur du Roi	18,000	16,500	Rechters en substituten van den procureur des Konings. . . .	18,000	16,500	
Greffiers en chef .	24,000	19,500	Hoofdgriffiers . .	24,000	19,500	
Greffiers et greffiers-adjoints .	10,800	10,200	Griffiers en adjunct-griffiers . . .	10,800	10,200	
<i>Tribunaux de commerce.</i>			<i>Rechtbanken van Koophandel.</i>			
	1 ^{re} cl. et tribunal de Mons.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	1 ^o klasse. — en rechtbank te Bergen.	2 ^o klasse —	3 ^o klasse. —
Référéndaires :	29,500	24,000	19,500	Referendarissen :	Fr. 29,500	24,000 19,500
Référéndaires adjoints :	18,000	16,500	15,000	Toegevoegde referendarissen :	18,000	16,500 15,000
Greffiers et greffiers-adjoints :	10,800	10,200	9,600	Griffiers en adjunct-griffiers :	10,800	10,200 9,600
<i>Justices de paix.</i>			<i>Vrederegerechten.</i>			
	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e et 4 ^e cl.	1 ^o klasse.	2 ^o klasse.	3 ^o en 4 ^o klasse.
Juges de paix :	15,000	12,600	10,200	Vrederechters :	Fr. 15,000	12,600 10,200
Greffiers .	14,000	12,000	10,000	Griffiers :	14,000	12,000 10,000
Greffiers-adjoints sans distinction de classe			9,500	Adjunct-griffiers zonder onderscheid van classe :		9,500
<i>Cour militaire.</i>			<i>Krijgsgerechtshof.</i>			
Président et Auditeur général fr.	31,000		Voorzitter en Auditeur-generaal :	Fr. 31,000		
Substitut de l'Auditeur général	24,000		Substituut van den Auditeur-generaal :	24,000		

Greffier	16,000	Griffier :	16,000
Greffiers-adjoints	10,800	Adjunct-griffiers :	10,800

*Conseils de guerre.*1^{re} classe. 2^e classe. 3^e classe.

Auditeurs			
militaires	22,500	19,500	18,000
Substitut des auditeurs militaires sans distinction de classe			15,000
Greffiers.	14,000	12,500	11,500
Greffiers-adjoints :			
	9,500	8,500	8,000

Il n'est pas dérogé aux dispositions réglant les suppléments de traitements alloués aux juges des enfants, aux juges d'instruction et aux premiers substituts des procureurs du Roi.

ART. 4.

Les mots « période de quatre ans », « tous les quatre ans » employés dans les articles 2 et 4 de la loi du 15 novembre 1918 pour la fixation des augmentations périodiques des traitements des *membres de l'ordre judiciaire* sont remplacés par les mots : « période de trois ans », tous les trois ans ».

ART. 5.

Par dérogation à l'article 2 de la loi du 31 juillet 1920, les augmentations périodiques des traitements des *membres de l'ordre judiciaire* sont portées à 1,000 francs. Le montant des augmentations est limité à 6,000 francs.

*Krijgsraden.*1^e klasse. 2^e klasse. 3^e klasse.

Krijgsauditeurs :			
Fr.	22,500	19,500	18,000
Substituut van de krijgsauditeurs zonder onderscheid van klasse :			15,000
Griffiers :	14,000	12,500	11,500
Adjunct-griffiers :			
	9,500	8,500	8,000

Er wordt niet afgeweken van de bepalingen tot regeling van de bijweden toegekend aan de kinderrechters, aan de onderzoeksrechters en aan de eerste substituten van de procureurs des Konings.

ART. 4.

De woorden « tijdperk van vier jaren », « om de vier jaren » in de artikelen 2 en 4 der wet van 15 November 1918 gebezigd voor het vaststellen van de periodieke verhoogingen der wedden *van de leden der rechterlijke orde* zonder onderscheid, worden vervangen door de woorden « tijdperk van drie jaren », « om de drie jaren ».

ART. 5.

In afwijking van artikel 2 der wet van 31 Juli 1920, worden de periodieke verhoogingen der wedden *van de leden der rechterlijke orde* opgevoerd tot 1,000 frank. Het bedrag der verhoogingen wordt beperkt tot 6,000 frank.

ART. 6.

Le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 31 juillet 1920, modifiant le traitement de base des greffiers-adjoints après vingt-cinq années d'exercice dans les mêmes fonctions, est abrogé.

ART. 7.

Les membres de l'ordre judiciaire reçoivent les indemnités de résidence, de famille et de naissance accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

(L'alinéa 2 est supprimé.)

ART. 8.

(Supprimé.)

CHAPITRE III.

**Les traitements des Membres
du Conseil des Mines.**

ART. 9 (devient 8).

Par modification à l'article 8, nouveau, de la loi du 2 mai 1837, le traitement des conseillers des Mines est porté à 18,000 francs, celui du président à 24,000 francs et celui du greffier à 15,000 francs.

Il est alloué, de trois en trois ans, aux membres du Conseil des Mines des augmentations de 1,000 francs. Ces augmentations ne peuvent dépasser cumulativement 6,000 francs par intéressé.

ART. 10 (devient 9).

Les membres du Conseil des Mines perçoivent les indemnités de résidence, de famille et de naissance qui sont allouées aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

ART. 6.

Het laatste lid van artikel 2 der wet van 31 Juli 1920, tot wijziging van de grondslagwedde der adjunct-griffiers na vijf en twintig jaar dienst in hetzelfde ambt, wordt ingetrokken.

ART. 7.

De leden van de rechterlijke orde ontvangen de standplaats-, gezins- en geboortetoelagen die aan de ambtenaren der bestuurlijke orde verleend worden.

(Het tweede lid valt weg.)

ART. 8.

(Valt weg.)

HOOFDSTUK III.

**Wedden
der leden van den Mynraad.**

ART. 9 (wordt 8).

Bij wijziging van het nieuw artikel 8 der wet van 2 Mei 1837, wordt de jaarwedde der leden van den Mynraad opgevoerd tot 18,000 frank, die van den Voorzitter tot 24,000 frank en die van den griffier tot 15,000 frank.

Om de drie jaar, wordt aan de leden van den Mynraad eene verhooging van 1,000 frank toegekend. Die verhoogingen mogen gezamenlijk, per belanghebbende, niet meer dan 6,000 frank bedragen.

ART. 10 (wordt 9).

De leden van den Mynraad ontvangen de standplaats-, de gezins- en de geboortetoelagen die aan de ambtenaren der bestuurlijke orde verleend worden.

CHAPITRE IV.

**Des traitements des membres
du clergé du culte catholique.**

ART. 11 (devient 10).

Les traitements des membres du clergé
du culte catholique, payés par l'État,
sont fixés ainsi qu'il suit :

Clergé supérieur.

Archevêque fr.	50,000
Évêques	40,000
Vicaires généraux de l'arche- vêché	13,000
Vicaires généraux des évêchés	12,000
Chanoines de l'archevêché	8,000
Chanoines des évêchés	7,500
Secrétaires de l'archevêché	6,500
Secrétaires des évêchés	6,000

Clergé inférieur.

Curés de première classe . fr.	4,800
Curés de seconde classe . . .	4,200
Desservants	3,800
Chapelains et vicaires	3,200

ART. 12 (devient 11).

Par dérogation à l'article 2, la partie
mobile afférente aux traitements prévus
à l'article 11, est réduite, pour ce qui
concerne le clergé supérieur, aux trois
cinquièmes des taux normaux.

HOOFDSTUK IV.

**Wedden der leden
van de katholieke geestelijkheid.**

ART. 11 (wordt 10).

De door den Staat uitgekeerde wed-
den der geestelijken van den katholieken
eeredienst worden bepaald als volgt :

Hoogere geestelijkheid.

Aartsbisschop fr.	50,000
Bisschoppen	40,000
Vicarissen-generaal van het aartsbisdom	13,000
Vicarissen-generaal van de bisdommen	12,000
Kanunniken van het aartsbis- dom	8,000
Kanunniken van de bisdommen	7,500
Secretarissen van het aarts- bisdom	6,500
Secretarissen van de bisdom- men	6,000

Lagere geestelijkheid.

Pastoor eerste klasse	4,800
Pastoor tweede klasse	4,200
Kerkbedienaars	3,800
Kapelaans en onderpastoors	3,200

ART. 12 (wordt 11).

In afwijking van artikel 2, wordt, *ten
aanzien van de hoogere geestelijkheid*,
het veranderlijk gedeelte, in verband
met de wedden voorzien onder artikel 11,
tot de drie vijfden der gewone bedragen
verminderd.

CHAPITRE V.**Des traitements des députés permanents.****ART. 13 (devient 12).**

Le traitement de 8,400 francs prévu à l'article 105, nouveau, de la loi provinciale est porté à 12,000 francs.

Il n'est pas susceptible de recevoir l'accroissement de la partie mobile et des indemnités de résidence, de famille et de naissance.

CHAPITRE VI.**Des traitements des instituteurs.****ART. 14 (devient 13).**

Les articles 29, 30*d*, 31*a*, 32 de la loi organique de l'enseignement primaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 29. — Le Conseil communal arrête le traitement des instituteurs.

» Le traitement comprend nécessairement :

» 1° Une partie fixe dont le montant est de 5,000 francs ;

» 2° Au-delà du nombre indice 300, une partie mobile qui varie sur les bases de 300 et de 400 francs, par tranches indivisibles de 30 points, comme il est dit aux articles 1 et 2 et suivant que le total de la partie fixe, de l'indemnité de logement, des augmentations périodiques et de l'indemnité de direction est inférieur ou au moins égal à 8,000 francs ;

» 3° Pour les instituteurs et les institutrices mariés, les instituteurs veufs

HOOFDSTUK V.**Wedden van de bestendige afgevaardigden.****ART. 13 (wordt 12).**

De in het nieuw artikel 105 van de provinciale wet voorziene jaarwedde van 8,400 frank wordt tot 12,000 frank opgevoerd.

Zij is niet vatbaar om met het veranderlijk gedeelte, noch met de standplaats-, gezins- en geboortetoelagen te worden vermeerderd.

HOOFDSTUK VI.**Wedden der onderwijzers.****ART. 14 (wordt 13).**

De artikelen 29, 30*d*, 31*a*, 32 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden door de volgende bepalingen vervangen ;

» ART. 29. — De Gemeenteraad stelt de wedde der onderwijzers vast.

» De wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Een vast gedeelte ten bedrage van 5,000 frank ;

» 2° Boven het index-cijfer 300; een veranderlijk gedeelte dat schommelt op de grondslagen van 300 en van 400 fr., per ondeelbare schijven van 30 punten, zooals vermeld bij de artikelen 1 en 2 en naar gelang het vaste gedeelte, de huishuurvergoeding, de periodieke verhoogingen en de bestuursvergoeding te zamen minder dan of minstens 8,000 frank bedragen ;

» 3° Voor de gehuwde onderwijzers en onderwijzeressen, de onderwijzers-

et les institutrices veuves ayant des enfants à charge âgés de moins de 21 ans, qui exercent leurs fonctions et résident dans les agglomérations bruxelloise, anversoise, liégeoise et carolorégienne une indemnité de résidence fixée :

» a) Pour l'agglomération bruxelloise à 750 ou 1,000 francs, suivant que le traitement des bénéficiaires est inférieur ou au moins égal à 10,000 fr.;

» b) Pour les agglomérations anversoise, liégeoise et carolorégienne à 600 ou 800 francs, suivant la distinction établie au littéra a.

Pour l'application de cette disposition, le traitement s'entend de la partie fixe, des augmentations périodiques et de l'indemnité de direction réunies.

» La composition des agglomérations précitées est déterminée comme pour les agents de l'État;

» 4^o Une indemnité familiale et une indemnité de naissance calculée comme pour les agents de l'État.

» Toutefois, l'indemnité familiale ne prend cours que le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet suivant la naissance de l'enfant et elle cesse aux mêmes dates après le décès de l'enfant ou après la cessation de la charge d'entretien;

» 5^o Une indemnité de logement fixée comme suit :

Dans les communes de :

5,000 habitants et moins.	fr. 200
5,001 à 40,000 habitants	300
40,001 à 100,000 habitants	400
de plus de 100,000 habitants.	500

» Cette indemnité est doublée :

» a) Pour les instituteurs mariés ainsi que pour les veufs ou les veuves

weduwnaars en de onderwijzeressen-weduwen die kinderen beneden de 21 jaar ten laste hebben, die hunne functiën uitoefenen en verblijven in de agglomeratie van Brussel, Antwerpen, Luik of Charleroi, eene standplaatstoelage vastgesteld :

» a) Voor de Brusselsche agglomeratie op 750 of 1.000 frank naar gelang de wedde der rechthebbenden minder dan of minstens 10,000 frank bedraagt;

» b) Voor de agglomeratie van Antwerpen, Luik of Charleroi, op 600 of 800 frank volgens het onder litt. a gemaakt onderscheid.

Voor de toepassing van die bepaling, wordt door wedde verstaan, het vaste gedeelte, de periodieke verhoogingen en de bestuursvergoeding te zamen.

» De samenstelling van voormelde agglomeraties wordt bepaald zooals voor de Staatsagenten;

» 4^o Eene gezins- en eene geboortetoelage berekend zooals voor de Staatsagenten.

» De gezinstoelage gaat nochtans slechts in op 1 Januari of op 1 Juli volgende op de geboorte van het kind en neemt een einde op dezelfde datums na het overlijden van het kind of na het ophouden van den onderhoudslast;

» 5^o Eene huishuurvergoeding vastgesteld als volgt :

In de gemeenten van :

5,000 inwoners en minder	fr. 200
5,001 tot 40,000 inwoners	300
40,001 tot 100,000 inwoners	400
van meer dan 100,000 inwoners	500

» Die vergoeding wordt verdubbeld :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers, alsmede voor de weduwnaars of wedu-

avec un ou plusieurs enfants à charge âgés de moins de 21 ans;

» b) Pour les chefs d'école.

» L'institutrice mariée ne peut percevoir que l'indemnité simple si elle n'est chef d'école.

» Les communes sont classées d'après la population de droit constatée dans le dernier recensement décennal. Le Roi peut, le Conseil communal et la Députation permanente entendus, décider que les communes faisant partie d'une agglomération ou qui se trouvent dans des situations économiques spéciales, seront, pour la fixation de l'indemnité de logement, classées dans une catégorie supérieure.

» N'ont pas droit à l'indemnité de logement, les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

» L'instituteur et l'institutrice conjoints ne peuvent prétendre qu'à un seul logement ou à une indemnité double de logement.

» Le traitement des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel n'a pas les aptitudes spéciales pour donner cet enseignement, est calculé à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire des cours, si les intéressés sont porteurs d'un diplôme d'instituteur ou de régent, *sous réserve des situations acquises*. Il est fixé aux *quatre cinquièmes* pour les agents ne possédant pas le titre susdit, mais réunissant les conditions à fixer par arrêté royal.

» Si les cours sont suspendus faute d'élèves, le traitement peut être réduit ou supprimé par le Ministre des Sciences

wen met één of meer kinderen ten laste beneden de 21 jaar;

» b) Voor de schoolhoofden.

» De gehuwde onderwijzeres heeft slechts recht op eene enkele vergoeding, indien zij geen schoolhoofd is.

» De gemeenten worden ingedeeld naar het cijfer der bevolking van rechtswege, vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volksoptelling. De Koning kan, na den gemeenteraad en de bestendige deputatie te hebben gehoord, beslissen dat gemeenten, die deel uitmaken van eene agglomeratie of zich in bijzondere economische toestanden bevinden, tot vaststelling der huishuurvergoeding in een hoogere klasse zullen gerangschikt worden.

» Onderwijzers en onderwijzeressen, die een schoolhuis bewonen, hebben geen recht op de huishuurvergoeding.

» De met elkander gehuwde onderwijzer en onderwijzeres mogen slechts aanspraak maken op een enkele woning of op een dubbele huishuurvergoeding.

» De wedde der bijzondere leermeesters die belast zijn met onderwijs te geven in sommige vakken in de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, wordt, *onder voorbehoud der verworven toestanden*, berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week, indien de belanghebbenden houder zijn van een diploma van onderwijzer of van regent. Zij is vastgesteld op de *vier vijfden* voor de agenten die bovengemelden titel niet bezitten, maar voldoen aan de bij Koninklijk besluit vast te stellen vereischten.

» Indien de lessen, bij gebreke van leerlingen, geschorst zijn, mag de wedde verminderd of afgeschaft worden door

et des Arts, conformément aux dispositions à déterminer par arrêté royal.

» ART. 30d. — Sous réserve des situations acquises, le traitement (partie fixe et partie mobile) des instituteurs, non mariés vivant en commun, des écoles communales adoptées et adoptables est fixé à la moitié du traitement prévu pour les instituteurs laïcs. L'indemnité de logement n'est due qu'aux chefs d'école; elle est calculée sur les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux.

» La commune est tenue d'allouer annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants ayant droit à l'instruction gratuite, qui sont admis dans cette école.

» ART. 31a. — Il sera accordé quatorze augmentations biennales de 300 francs pour les instituteurs laïcs et de 150 francs pour les instituteurs non mariés vivant en commun. Ces augmentations sont dues à partir du 1^{er} janvier; la première période biennale de service prend cours au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle l'intéressé est entré en fonctions.

» Les augmentations ne seront pas dues aux instituteurs qui n'auront pas rempli complètement leurs devoirs tels qu'ils sont définis par les lois et règlements.

» ART. 32. — Une indemnité de direction, calculée à raison de 200 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école, titulaires d'une classe ainsi qu'aux déchargés de classe qui ont la

den Minister van Wetenschappen en Kunsten, overeenkomstig de vast te stellen bepalingen bij Koninklijk besluit.

» ART. 30d. — Onder voorbehoud der verworven toestanden, wordt de wedde (vast gedeelte en veranderlijk gedeelte) der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers van de aangenomen en aanneembare gemeentescholen vastgesteld op de helft van de voor de wereldlijke onderwijzers voorziene wedde. De huishuurvergoeding is alleen verschuldigd aan de schoolhoofden; zij wordt berekend op de bij voorgaand artikel voor de gemeenteonderwijzers gevestigde grondslagen.

» De gemeente is er toe gehouden jaarlijks aan elke aangenomen school een voldoende som te verleen tot betaling van het schoolgerief van de in die school toegelaten kinderen, die op kosteloos onderwijs recht hebben.

» ART. 31a. — Veertien tweejaarlijksche verhoogingen van 300 of 150 frank worden onderscheidenlijk toegekend aan de wereldlijke en aan de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers. Die verhoogingen zijn verschuldigd te rekenen vanaf 1 Januari; het eerste tweejaarlijksch tijdvak gaat in op 1 Januari van het jaar waarin de belanghebbende in dienst getreden is.

» De verhoogingen worden echter niet verleend aan de onderwijzers die hunne plichten, zooals deze omschreven zijn bij de wet of de reglementen, niet ten volle hebben volbracht.

» ART. 32. — Eene bestuursvergoeding, berekend tegen 200 frank per klas, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klas belast zijn, alsmede aan diegenen die geen klas geven

direction de huit classes au moins.

» Cette indemnité ne peut être inférieure à 400 francs, ni supérieure à 1,000 francs ».

ART. 14^{bis} (devient 14).

Les indemnités allouées à certaines institutrices mariées, le traitement des maîtres spéciaux prévus par l'article 29 de la loi du 14 août 1920, l'indemnité de direction accordée aux directeurs déchargés de classe même à ceux qui ont la direction d'une école de moins de huit classes, ainsi que les indemnités attribuées à la possession de certificats spéciaux prévus par l'article 34 de la loi susvisée sont conservés aux intéressés même si le revenu auquel ils auront droit en vertu de la présente loi atteint ou dépasse leur revenu actuel

ART. 15.

La seconde partie de l'article 33 à partir des mots : « Les subsides de l'État ... », est remplacé par le texte suivant qui deviendra l'article 34 :

» Les subsides de l'État aux écoles gardiennes qui se soumettent aux dispositions de l'article 33 seront équivalents aux traitements du personnel.

» Sous réserve des situations acquises, le traitement des institutrices gardiennes comprend :

a) Pour les institutrices laïques :

1° Un traitement de base qui sera égal à celui du personnel enseignant primaire, si l'intéressé possède le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, et l'équivalent aux quatre cinquièmes de ce traitement si elles ne possèdent que le certificat d'aptitudes aux fonctions d'institutrice gardienne ou si elle est dispensée en vertu de l'alinéa 8 du présent article ;

en die de leiding hebben over minstens acht klassen.

» Die vergoeding mag niet minder dan 400 frank, noch meer dan 1,000 frank bedragen. »

ART. 14^{bis} (wordt 14).

De toelagen verleend aan sommige gehuwde onderwijzeressen, de wedde der bijzondere leermeesters, voorzien bij artikel 29 der wet van 14 Augustus 1920, de bestuursvergoeding toegekend aan de bestuurders die geen klas meer moeten geven, zelfs aan die welke het bestuur hebben van een school van minder dan acht klassen, alsmede de toelagen voor het bezit van bijzondere getuigschriften, voorzien bij artikel 34 van voormelde wet, worden aan de belanghebbenden behouden zelfs indien het inkomen, waarop zij zullen recht hebben uit hoofde van deze wet, hun huidig inkomen bereikt of te boven gaat.

ART. 15.

Het tweede deel van artikel 33, te beginnen met de woorden : « De Staats-toelagen. . » wordt vervangen door volgende tekst, die artikel 34 wordt :

» De Staatstoelagen aan de bewaarscholen die zich onderwerpen aan de bepalingen van artikel 33, zijn gelijk aan de wedden van het personeel.

» Onder voorbehoud der verworven toestanden, bestaat de wedde der bewaarschoolonderwijzeressen uit :

a) Voor de wereldlijke onderwijzeressen :

1° Een aanvangswedde gelijk aan die van het lager onderwijspersoneel, zoo de betrokkene het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes bezit, en een bedrag gelijk aan de vier vijfden van die wedde, zoo zij slechts het bevoegdheidsdiploma voor het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres bezit of zoo zij, uit hoofde van alinea 8 van dit artikel daarvan is vrijgesteld.

2° Une partie mobile, des indemnités de logement, de résidence, de famille et de naissance calculées comme pour les institutrices primaires;

3° Des augmentations périodiques prévues pour les institutrices primaires.

b) Pour les institutrices non mariées vivant en commun :

» Une partie fixe, une partie mobile et des augmentations périodiques équivalentes à la moitié des émoluments correspondants dont jouissent les institutrices laïques. L'indemnité de logement n'est due qu'aux chefs d'école; elle est déterminée comme pour les institutrices primaires.

» Les institutrices gardiennes, chefs d'école, jouissent en outre d'une indemnité de direction calculée à raison de 150 francs par classe avec maximum de 750 francs.

« La liquidation de ces subsides s'effectue comme celle des subsides en faveur des écoles primaires. »

ART. 16.

Les articles 34 et 53 sont abrogés.

CHAPITRE VII.

Disposition commune.

ART. 17.

Les avantages concédés par la présente loi sont acquis aux bénéficiaires à partir du 1^{er} juillet 1924 ou à partir de leur nomination, si elle est postérieure, sous déduction de toutes sommes

2° Een veranderlijk gedeelte, huishuur-, standplaats-, gezins- en geboortetoeelagen berekend als voor de lagere onderwijzeressen;

3° Periodieke verhoogingen als voor de lagere onderwijzeressen zijn voorzien.

b) Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzeressen :

» Een vast gedeelte, een veranderlijk gedeelte en periodieke verhoogingen gelijk aan de helft der overeenkomende bezoldigingen die de wereldlijke onderwijzeressen genieten. De huishuurvergoeding is alleen verschuldigd aan de schoolhoofden; zij wordt bepaald zooals voor de lagere onderwijzeressen.

» De bewaarschoolonderwijzeressen, schoolhoofd, genieten daarenboven eene bestuursvergoeding berekend tegen 150 frank per klas, met maximum van 750 frank.

» Die toelagen worden uitgekeerd op dezelfde wijze als de toelagen ten bate van de lagere scholen ».

ART. 16.

De artikelen 34 en 53 worden ingetrokken.

HOOFDSTUK VII.

Gemeenschappelijke bepaling.

ART. 17.

De bij deze wet voorziene voordeelen worden den rechthebbenden verleend vanaf 1 Juli 1924, of te rekenen van hunne benoeming indien deze van lateren datum is, mits aftrek van alle

attribuées depuis lors à titre de traitement et d'indemnités accessoires.

sommen welke hun sindsdien ten titel van wedde en bijkomende vergoedingen toegekend werden.

CHAPITRE VIII.

HOOFDSTUK VIII.

Des mesures tendant à maintenir la péréquation des traitements et à faciliter l'instauration du nouveau régime.

Maatregelen om de gelijke verhooging der wedden te handhaven en het invoeren der nieuwe regeling te bevorderen.

ART. 18.

ART. 18.

Il est institué un comité consultatif au Ministère des Finances pour l'examen des questions se rapportant aux traitements et aux allocations généralement quelconques que supporte l'État, en totalité ou en partie, par paiement direct ou par voie de subside et dont la détermination appartient au Gouvernement, aux Ministres et à leurs délégués.

Bij het Ministerie van Financiën wordt een raadgevend comité ingesteld voor het onderzoek der vraagstukken in verband met de wedden en met de hoe ook genaamde bijlagen, welke, geheel of gedeeltelijk, gedragen worden door den Staat, door rechtstreeksche betaling of bij wege van toelage en waarvan de vaststelling berust bij de Regeering, bij de Ministers of bij hunne afgevaardigden.

Le Roi règle la composition et le fonctionnement du Comité.

De Koning regelt de samenstelling en de werking van dit Comité.

Le mandat des membres est gratuit.

Het mandaat der leden is kosteloos.

ART. 19.

ART. 19.

Le Comité donne son avis sur toutes les propositions comportant revision de dispositions organiques relatives aux traitements et allocations. *Il consulte préalablement les organisations professionnelles intéressées :*

Het Comité geeft zijn advies over al de voorstellen tot herziening van de organieke bepalingen betreffende de wedden en toeslagen, *na vooraf de belanghebbende beroepsverenigingen te hebben geraadpleegd :*

Les décisions et arrêtés mentionnent s'ils sont pris de l'avis conforme ou de l'avis contraire du Comité.

De beslissingen en besluiten dienen te vermelden of zij genomen worden overeenkomstig of in strijd met het advies van het Comité.

Par dérogation à l'article 8 de la loi du 10 juin 1924 contenant le Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine,

In afwijking van artikel 8 der wet van 10 Juni 1924 houdende de Begrooting aan het Ministerie van Spoorwegen,

Postes et Télégraphes pour l'exercice 1924, les décisions et arrêtés sont contresignés par le Ministre des Finances lorsqu'ils intéressent le personnel de l'Administration des chemins de fer de l'État.

ART. 20.

(Supprimé.)

ART. 21 (devient 20).

§ 1. — Au service de l'État, des provinces, des communes et des établissements charitables, il est interdit :

1^o De recevoir de deux ou de plusieurs de ces organismes, par suite de cumul, les allocations accessoires qui seraient attachées à la résidence ou à la composition de la famille.

Le cas échéant, la charge des indemnités de l'espèce n'est assumée que par celui des services qui paie le traitement principal le plus élevé.

2^o De cumuler en entier les traitements organiques de deux ou plusieurs fonctions considérées comme emplois de carrière.

En cas de cumul de pareilles fonctions, les traitements autres que le plus élevé sont réduits à la moitié.

§ 2. — Lorsque les époux non divorcés ni séparés judiciairement de corps occupent l'un et l'autre un emploi rémunéré par les organismes visés au paragraphe précédent, les allocations accessoires de résidence et de famille ne peuvent être payées qu'une fois et au taux le plus favorable, si la loi n'en a

Zeewezen, Posterijen en Telegrafen voor het dienstjaar 1924, moeten de beslissingen en besluiten medeonderteekend worden door den Minister van Financiën wanneer zij het personeel van het Beheer der Staatsspoorwegen aangaan.

ART. 20.

(Valt weg.)

ART. 21 (wordt 20).

§ 1. — In den dienst van den Staat, van de provinciën, van de gemeenten en van de liefdadige instellingen is het verboden :

1^o Van twee of van verscheidene dezer instellingen, ten gevolge van cumulatie, de bijkomende toelagen te ontvangen in verband met de standplaats of met de samenstelling van het gezin.

Desgevallend wordt de last van bewuste toelagen gedragen door den dienst die de hoogste hoofdwedde betaalt.

2^o De organieke wedden van twee of verscheidene als beroepsbetrekkingen beschouwde functiën geheel te cumuleeren.

In geval van cumulatie van dergelijke functiën, worden de wedden, de hoogste uitgenomen, met de helft verminderd.

§ 2. — Wanneer de noch uit den echt, noch gerechtelijk van tafel en bed gescheiden echtgenooten, beiden eene betrekking bekleeden, bezoldigd door de in voorgaande paragraaf vermelde inrichtingen, mogen de bijkomende standplaats- en gezinstoelagen slechts eenmaal betaald worden en op voet van

disposé autrement *et sous réserve toute-
fois des situations acquises.*

ART. 22 (devient 21).

Les revenus des Caisses des veuves et orphelins établies en exécution des lois du 21 juillet 1844 et du 27 mai 1870 peuvent être déterminés ou modifiés par arrêté royal.

Disposition transitoire.

ART. 23 (devient 22).

Dans les traitements comprenant une partie fixe et une partie mobile, la partie fixe entrera seule provisoirement en compte pour le calcul des pensions servies par le Trésor public, par la Caisse des ouvriers des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par la Caisse d'assurance et de retraite des fonctionnaires et employés repris du Grand Central belge, par la Caisse d'assurance et de retraite des fonctionnaires et employés repris de la Société anonyme de la Flandre occidentale, ainsi que par les Caisses des veuves et orphelins établies en exécution des lois du 21 juillet 1844, du 27 mai 1870, du 23 mai 1888 et du 8 août 1921.

Il en est de même pour les prélèvements des retenues au profit des caisses précitées.

het voordeeligste bedrag, mits daarom-
trent bij de wet niets anders werd
bepaald en de verworven toestanden
geëerbiedigd worden.

ART. 22 (wordt 21).

De inkomsten van de in uitvoering der wetten van 21 Juli 1844 en van 27 Mei 1870 opgerichte Kassen voor weduwen en weezen mogen bij Koninklijk besluit bepaald of gewijzigd worden.

Overgangsbepaling.

ART. 23 (wordt 22).

Van de wedden bestaande uit een vast en uit een veranderlijk gedeelte, komt voorloopig alleen het vast gedeelte in aanmerking voor het berekenen van de pensioenen uitgekeerd door de Openbare Schatkist, door de Werkliedenkas van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen, door de Verzekerings- en pensioenkas der ambtenaren en beambten overgenomen van den Grand Central belge, door de Verzekerings- en pensioenkas van de ambtenaren en beambten overgenomen van de Naamlooze Vennootschap van West-Vlaanderen, alsmede door de Kassen voor weduwen en weezen opgericht in uitvoering der wetten van 21 Juli 1844, van 27 Mei 1870, van 23 Mei 1888 en van 8 Augustus 1921.

Dit geldt eveneens voor de afhoudingen ten bate van voormelde kassen.

(ERRATA AU N° 86)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1925.

Projet de loi relatif à la rétribution de certaines catégories d'agents de l'État, à la revision des règlements organiques, à la liquidation des pensions et au prélèvement des retenues au profit des institutions de prévoyance.

Wetsontwerp betreffende het bezoldigen van sommige categorieën van Staats-agenten, het herzien der organieke reglementen, het uitkeeren der pensioenen en het inhouden der bijdragen ten bate van de voorzorgsinstellingen.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, PAR M. COCQ.

ERRATA

Un certain nombre d'erreurs se sont glissées dans le rapport et son annexe. Il y a lieu d'y apporter les corrections et additions suivantes :

1° Page 3 du rapport, 10° alinéa, il faut lire « La charge de l'éducation des enfants est, notamment *moins* onéreuse... » (au lieu de *plus* onéreuse) ;

2° Page 17 ajouter, *in fine* : « Article 31a. Remplacer la première phrase par ce qui suit : Il sera accordé : a) pour les instituteurs laïcs, 4 augmentations annuelles de 200 francs, 4 annuelles de 300 francs, 4 biennales de 300 francs,

In het verslag en zijne bijlage zijn een zeker aantal missingen geslopen. Het is noodig de volgende verbeteringen en toevoegingen daaraan toe te brengen :

1° Bladzijde 3 van het verslag, 10° lid, te lezen : « De last van de opvoeding der kinderen is, namelijk *minder groot*... » in stede van *groot*er.

2° Bladzijde 18, na den 15^{de} drukregel, toe te voegen : « Artikel 31a. Den eersten volzin te doen luiden als volgt : Er wordt verleend : a) aan de wereldlijke onderwijzers, 4 jaarlijksche verhoogingen van 200 frank,

4 biennales de 400 francs et une biennale de 600 francs; b) pour les instituteurs non mariés vivant en commun, les mêmes augmentations réduites de moitié ».

3° Pages 17 et 18 : Les textes relatifs aux articles 14, 14^{bis} et 15 doivent être placés entre guillemets.

4° Page iv de l'annexe (projet amendé.) *Justices de paix* : Greffiers-adjoints sans distinction de classe, lire 10,000 au lieu de 9,500 francs.

5° Page x de l'annexe (projet amendé). A l'avant-dernier alinéa, les mots « *sous réserve des situations acquises* » ne font pas partie de l'avant-dernière phrase, mais de la dernière qui devient donc :

« Sous réserve des situations acquises il est fixé aux quatre cinquièmes pour les agents, etc. »

6° Page xi. La première phrase de l'article 31 a doit être remplacée par la suivante :

« Il sera accordé : a) pour les instituteurs laïcs 4 augmentations annuelles de 200 francs, 4 annuelles de 300 francs, 4 biennales de 300 francs, 4 biennales de 400 francs et une biennale de 600 francs; b) pour les instituteurs non mariés, vivant en commun, les mêmes augmentations réduites de moitié. »

4 jaarlijksche van 300 frank, 4 tweejaarlijksche van 300 frank, 4 tweejaarlijksche van 400 frank en één tweejaarlijksche van 600 frank; b) aan de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers, dezelfde verhoogingen met de helft verminderd ».

3° Bladzijde 18 : De teksten betreffende de artikelen 14, 14^{bis} en 15 moet tussen aanhalingsteekens (« ») worden geplaatst.

4° Bladzijde iv der bijlage (gewijzigd ontwerp). *Vrederechten* : Adjunct-griffiers zonder onderscheid van klasse, lezen : « 10,000 » in plaats van 9,500 frank.

5° Bladzijde x der bijlage (gewijzigd ontwerp). In de vóórlaatste alinea behoren de woorden : « *onder voorbehoud der verworven toestanden* » niet tot dien volzin. Zij moeten komen aan het begin van den laatsten volzin die dus zal luiden :

« *Onder voorbehoud der verworven toestanden*, is zij vastgesteld op de vier vijfden, enz. »

6° Bladzijde xi. De eerste volzin van artikel 31 a moet luiden als volgt :

« *Er wordt verleend* : a) aan de wereldlijke onderwijzers, 4 jaarlijksche verhoogingen van 200 frank, 4 jaarlijksche van 300 frank, 4 tweejaarlijksche van 300 frank, 4 tweejaarlijksche van 400 frank en één tweejaarlijksche van 600 frank; b) aan de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers, dezelfde verhoogingen met de helft verminderd. »

Le Rapporteur,
FERNAND COCQ.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.